

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RÉPRESSION
En Matière de Falsification
DES VINS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SOUTENUE DEVANT LA
FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le 28 Mai 1900

PAR

Gustave BONNARD

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL CIVIL DE BOURG-EN-BRESSE



LYON

IMPRIMERIE MOUGIN-RUSAND, WALTENER & C^{ie} SUCCESSEURS
3, rue Stella, 3

1900

DE LA RÉPRESSION

En Matière de Falsification

DES VINS

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RÉPRESSION
En Matière de Falsification
DES VINS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le 28 Mai 1900

PAR

Gustave BONNARD

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL CIVIL DE BOURG-EN-BRESSE



LYON

IMPRIMERIE MOUGIN-RUSAND, WALTENER & C^{ie} SUCCESSIONS

3, rue Stella, 3

1900

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, O. ✱, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil.

MABIRE, ✱, I. ☉, professeur honoraire.

THALLER, I. ☉, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil.

ROUGIER, I. ☉, professeur d'Économie politique.

COHENDY, ✱, I. ☉, professeur de Droit commercial.

PIC, A. ☉, professeur de Droit international public.

BARTIN, I. ☉, professeur de Droit civil.

SOUCHON, A. ☉, professeur d'Histoire des Doctrines économiques, en mission.

APPLETON (Jean), A. ☉, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, agrégé, chargé des cours d'Histoire du Droit.

BOUVIER, agrégé, chargé des cours de Science et de Législation financières.

LAMEIRE, agrégé, chargé du cours d'Histoire du Droit public.

JOSSERAND, agrégé, chargé du cours de Procédure civile.

BROUILHET, agrégé, chargé du cours d'Histoire de Doctrines économiques.

HUVELIN, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.

BECQ, A. ✱, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. GARRAUD, professeur, *président*,

ROUGIER, professeur,

BROUILHET, agrégé.

A MON PÈRE

A MA MÈRE

PRÉAMBULE

Notre siècle est caractérisé par le désir effréné des jouissances matérielles, à tous les degrés de l'ordre social. Aussi, voit-on la duplicité, les expédients frauduleux, les combinaisons malhonnêtes élevées au rang des obligations et des qualités de tout homme décidé à arriver promptement ; et, au contraire, celui, à la droiture duquel ces agissements répréhensibles répugnent, se voit condamné souvent à végéter méconnu et ignoré.

Le commerce ne pouvait pas échapper à la contagion générale. L'appât d'un gain considérable d'une réalisation immédiate et facile ; l'impunité presque assurée, tels sont les stimulants qu'il rencontrait. Les marchands de vin, les marchands de lait, de beurre, etc., les boulangers, les épiciers, les restaurateurs, presque toute la gent qui fabrique, qui achète et qui négocie, les industriels de toutes sortes falsifient, empoisonnent leurs produits ou les vendent en pourriture, ou trompent sciemment sur le poids, sur le prix, sur la qualité et

ne s'arrêtent que là où la loi interpose ses peines et les masses exploitées leur fureur.

La terre elle-même n'est pas mieux traitée que les autres consommateurs. Nous voyons être livrés, complètement falsifiés et adultérés, les engrais chimiques que la science a préconisés pour reconforter ses forces épuisées et lui rendre une partie de sa fertilité première. Et, cependant, de toutes les soustractions frauduleuses que l'homme commet au préjudice de son semblable, le vol à l'engrais est, comme le fait observer un économiste, M. Borie (1), une des plus déplorables, des plus nuisibles, non seulement pour la victime innocente du larron patenté, mais encore pour la société tout entière. Le blé, en effet, ne pousse pas en vingt-quatre heures : le blé semé en octobre n'est récolté qu'en juillet. Si l'action d'un engrais pouvait se connaître du jour au lendemain, l'agriculteur à qui l'on vend de la tourbe pour du noir animal n'en serait pas moins volé, mais il pourrait reprendre l'opération qu'il aurait manquée la veille, tandis que le fripon, qui trompe sur la nature et les qualités de l'engrais qu'il vend, frappe de stérilité pour une année entière la production d'un champ. Non content de ruiner le cultivateur confiant, il prive la société d'une partie des aliments destinés à sa consommation. Le marchand qui met de l'eau dans son vin où plutôt dans le vin de ses clients, et qui de deux barriques en fait trois, n'est pas précisément un modèle de vertu ou de probité, mais au moins ne fait-il subir aucune privation à la société, il augmente tout au plus la consom-

(1) Victor Borie, *L'agriculture au coin du feu*. Année 1888.

mation de l'eau ! Le marchand qui vend pour engrais une substance inerte, prive à la fois le cultivateur de sa récolte et la société d'une part de ses richesses. Le vol à l'engrais doit donc être considéré comme le pire des vols.

Mais c'est principalement le commerce des denrées alimentaires qui sert de champ d'application aux fraudes les plus nombreuses et les falsifications en matière de vins méritent d'attirer plus spécialement l'attention du législateur et de l'économiste.

Le vin est, comme chacun sait, le liquide obtenu par la fermentation du moût de raisins frais, soit en présence des éléments solides du fruit (rafles, pulpes, pépins) soit en dehors de ce contact.

Boisson hygiénique et réconfortante par excellence, le vin exerce sur la santé une influence puissante et on le prescrit en cas de faiblesse et dans la convalescence. Il égaie, a dit Lermine, allège, illumine l'horizon, éclaire la route et la remplit de riantes illusions.

La conservation d'une bonne santé, de la vigueur et de la force n'exige assurément pas la consommation du vin ; mais il est démontré que cet aliment exerce sur le moral et le physique une influence incontestable ; on a remarqué par exemple, que les peuples buveurs de vin, les peuples des races latines, étaient plus résistants et d'un naturel plus enjoué que ceux du Nord, qui s'en trouvent privés.

La France est le pays du vin par excellence et on a pu dire avec raison, que c'était le vignoble du monde. Il semble que la nature a voulu réserver à notre pays, non seulement la plus large part de ses dons, mais

encore la répartir généreusement dans ses diverses parties.

En Gaule, la vigne fut de bonne heure cultivée avec succès, et cette ardeur s'est continuée pendant tout le moyen âge et jusqu'à nos jours. Ainsi, l'on trouve mentionnés, dans les manuscrits poudreux, des vins aujourd'hui disparus, qui eurent alors un grand renom; le vin de Montmartre, entre autres, et la rue de la Goutte d'Or à Paris, conservent le souvenir d'autrefois.

Il est également intéressant de remarquer que la culture de la vigne s'est déplacée pour se localiser dans certaines régions, et telle contrée qui, dans un passé éloigné, possédait des vignobles, ne compte plus aujourd'hui un pied de vigne. Comme exemple je citerai la Normandie, Cette belle province, qui n'a jamais cessé d'apporter un précieux concours au développement des sciences et des arts en France, grâce aux hommes remarquables auxquels elle a servi de berceau, et aux nombreuses institutions savantes et littéraires qu'elle compte dans son sein, a de plus le mérite incontesté de figurer parmi les plus riches à raison de la fertilité de son sol et de la prospérité de l'agriculture. Les fruits de ses pommiers donnent une boisson dont la réputation universelle, sous la dénomination de « cidre de Normandie », a suscité bien des contrefaçons et des falsifications. Mais, s'il faut en croire la tradition et certains témoignages autorisés, cet heureux pays eut en outre des vignobles estimés; leur souvenir est rappelé par le nom de certaines communes: Cerny-les-Vignes, par exemple, en Calvados.

A Paris, dès 1214, il y eût une exposition interna-

tionale des vins. Le vin de Chypre fut proclamé « le pape des vins », celui de Malaga « cardinal » et celui de la Goutte d'Or un des « trois rois mages ».

On est donc fondé à croire que l'utilité du vin n'est plus discutable et qu'il peut être regardé à bon droit comme la boisson fermentée la plus salubre et la mieux en harmonie avec l'organisation humaine.

Mais, il faut le reconnaître, le vin et, d'une façon générale, toutes les boissons se prêtent beaucoup plus aisément que les substances solides aux manipulations frauduleuses.

Pour opérer les mélanges, il n'est pas besoin, en effet, de procédés coûteux et les éléments qui composent ces mélanges se confondent si complètement que la science est dans beaucoup de cas impuissante à les reconnaître. Aussi, la falsification des boissons a-t-elle toujours présenté une grande extension, et, elle a été réprimée même aux époques où la législation pénale restait muette sur les falsifications de substances alimentaires.

Comme le faisait ressortir le rapporteur de la loi du 9 mai 1855, la falsification des vins est préjudiciable à une pluralité d'intérêts de nature toute différente : elle est une atteinte portée à la santé publique, une fraude commise au détriment des villes et du Trésor, une véritable concurrence déloyale contre le producteur et le marchand honnêtes.

D'abord, la falsification est nuisible à la santé des consommateurs, parce que le breuvage, tout en ne renfermant aucune propriété malfaisante, n'apporte pas dans l'organisme l'effet réparateur qu'on était en droit d'en attendre, par suite de son nom et de son prix ;

ainsi, voit-on l'homme du peuple, l'ouvrier, qui, éprouvant le besoin de ranimer ses forces à la suite d'un travail pénible, boit au lieu du vin pur et naturel un liquide sophistiqué, tomber en état d'ivresse, la falsification est la seule cause de cette situation; on en a fait depuis longtemps la remarque (1).

Dans un autre ordre d'idées, les marchands honnêtes deviennent la proie du découragement, en présence de la concurrence que leur font leurs peu scrupuleux collègues et résistent avec peine à la contagion du mauvais exemple.

Nous l'avons déjà dit, la sophistication des boissons n'est pas chose nouvelle dans notre pays. Pline raconte que l'on se défiait à Rome de certains vins de la Gaule narbonnaise, mêlés avec des substances diverses, qui provoquaient chez ceux qui en usaient de funestes désordres. Dans des temps moins éloignés de celui où nous vivons, on dut surveiller avec une sévère attention les pratiques peu délicates des débitants ou marchands; on en trouve la preuve dans les recueils d'ordonnances de police, à Paris, qui offrent de nombreux documents attestant l'existence des fraudes à la répression desquelles ils sont destinés. Ainsi, le prévôt de Paris, en 1731, adressait de sévères admonitions aux taverniers; les statuts des marchands de vins de Paris, votés par eux-mêmes et approuvés par l'autorité supérieure, leur interdisaient, non seulement de vendre, mais d'avoir dans leurs maisons aucun vin altéré, l'ordonnance de 1701 défendait de mêler aux vins de la litharge,

(1) Plutarque. — *Propos de table*, livre IV, question 1.

du bois des Indes, du raisin de bois, de la colle de poisson, etc. Les statuts des brasseurs de Paris de 1292, défendent de mettre dans la bière des baies, du piment, de la poix-résine, etc., etc. Nous pourrions prolonger davantage cet historique; mais à quoi bon? Nous pensons en avoir dit suffisamment, pour établir que, de tous temps, la question de la répression, de la falsification des vins a été à l'ordre du jour. Nous nous proposons de montrer qu'aujourd'hui elle n'est pas moins d'actualité.

C'est dans ce ^{xix}e siècle et, plus particulièrement dans la seconde moitié que la fraude a pris des développements véritablement effrayants, s'étendant à toutes les branches du commerce, et produisant une perturbation profonde dans les intérêts économiques. Les causes de cette situation sont multiples; nous aurons, au cours de cette thèse, l'occasion d'en examiner quelques-unes des plus importantes.

Un tel état de choses devait éveiller la sollicitude du législateur; il n'a pas failli à sa tâche. Depuis quelques années, nous assistons à un mouvement général, à une véritable croisade pour la répression des falsifications des denrées alimentaires et non seulement en France, mais dans les principaux Etats de l'Europe.

Nous n'entrerons pas dans l'examen, de l'économie de chacune de ces lois, ni de celles concernant plus spécialement tels ou tels produits de consommation. Une semblable étude nous entraînerait trop loin du sujet que nous nous sommes fixé, en nous faisant sortir du cadre de notre programme.

Nous voulons, ou plutôt nous désirons rechercher

quel est le mode de répression le plus efficace à employer contre les falsifications des vins. Mais avant d'arriver à l'étude des lois qui gouvernent cette importante matière, nous examinerons quelle influence exerce sur la validité du contrat la falsification du produit livré. Il faut, en d'autres termes, rechercher quels sont les rapports qui existent entre la falsification et le vice du consentement, qui s'en rapproche le plus, le dol.

Est-ce à dire cependant qu'il ne faut pas parler de la répression telle qu'elle était organisée dans les législations antérieures et telle qu'elle fonctionne dans les législations étrangères modernes?

N'en rien dire serait, selon nous, une grosse lacune.

Pour ne plus nous égarer davantage, il est utile et même indispensable que nous indiquions enfin le plan de notre travail; le voici.

PLAN DU TRAVAIL

PREMIÈRE PARTIE. — *Caractères juridiques du délit de falsification.*

Chapitre premier. — Distinction du dol et de la fraude au point de vue de leurs effets respectifs dans les conventions.

Section I : Du dol.

Section II : De la fraude.

Chapitre deuxième. — De la falsification proprement dite.

Section I : Caractères essentiels du délit de falsification ; définition.

Section II : Théorie des infractions continues ; la falsification en constitue une.

Section III : Evolution historique de la répression.

DEUXIÈME PARTIE. — *Exposé et critique de la législation en vigueur.*

Chapitre troisième. — Les lois de 1851 et 1855.

Section I : Economie générale de ces lois.

Section II : Des causes d'aggravation et d'atténuation des peines.

Section III : Absence de dispositions préventives et autres critiques.

Chapitre quatrième. — Les lois Griffe et la loi du 7 avril 1897.

Section I : Economie des lois de 1889 et 1891. — Critique.

Section II : Le plâtrage des vins est-il une falsification ?

Section III : Théorie de l'*exceptio non adimpleti contractus* ; son application en matière de plâtrage.

Section IV : Le vin de lie.

Section V : La loi du 7 avril 1897.

Section VI : Nature de l'infraction prévue et punie

par les lois précitées. — Droit aux poursuites. — Les Parquets ; la Régie.

TROISIÈME PARTIE. — *Réformes et législations étrangères.*

Chapitre cinquième. — Résumé et conclusions.

Section I : Exposé de quelques réformes.

Section II : Aperçu des législations étrangères les plus modernes.

Section III : Conclusions de cette étude sur la répression en matière de falsification des vins.

Chapitre sixième et dernier. — Références.

Section I : Lois (textes).

Section II : Documents divers.

Section III : Index bibliographique.

Section IV : Jurisprudence.

PREMIÈRE PARTIE

Caractères juridiques du délit de falsification

CHAPITRE PREMIER

Distinction du dol et de la fraude au point de vue de
leurs effets respectifs dans les conventions

Aux termes de l'article 1108 du Code civil :

« Quatre conditions sont essentielles pour la validité
d'une convention :

- « Le consentement de la partie qui s'oblige ;
- « Sa capacité de contracter ;
- « Un objet certain qui forme la matière de l'engagement ;
- « Une cause licite dans l'obligation. »

Le consentement des parties et un objet, voilà deux conditions sans lesquelles aucun contrat ne saurait jamais exister et dont la nécessité est toujours et partout la même.

L'absence de l'une de ces deux conditions entraîne

l'inexistence du contrat; en d'autres termes, aux lieu et place d'une convention productive d'obligations, on ne rencontre plus que le néant.

Mais, de ce seul fait que tous les éléments requis par le législateur, pour l'existence du contrat, s'y trouvent réunis, on ne saurait conclure que ledit contrat produira par voie de conséquences nécessaires, tous les résultats attendus, avant d'avoir préalablement procédé à l'examen des conditions dans lesquelles se présentent ces éléments essentiels, avant d'avoir recherché notamment si les consentements échangés par les parties contractantes sont purs de certains vices, tels que l'erreur, la violence, le dol ou la lésion. S'il est démontré, en effet, que le consentement donné était entaché de dol, les effets résultant du contrat seront exposés à être anéantis par la voie de l'action en nullité, organisée par l'article 1304 du Code civil, et cela, pendant un délai de dix années, qui, aux termes de la loi, ne commenceront à courir que du jour où le dol aura été découvert.

Les engagements que contractent les hommes doivent, pour être justes, provenir d'une volonté spontanée et libre; la loi, chargée d'en assurer l'exécution, devait donc veiller à la pureté de leur origine, non moins qu'à la sincérité de cette exécution elle-même.

Si le Code de 1804 poursuit le dol de ses rigueurs, le droit commercial marque avec une énergie plus saisissante encore les différences dans le traitement à imposer au commerçant selon qu'il a été de bonne ou de mauvaise foi, notamment en matière d'effets de commerce et de faillite. Le droit maritime présente les mêmes distinctions.

On est donc autorisé à dire que le droit et la morale s'accordent pour exiger que les parties contractantes agissent avec la plus entière bonne foi. De là, cette conséquence logique que les conventions faites au mépris de cette prescription devraient être considérées comme incapables d'engendrer un rapport de droit.

Mais, « le droit est fait pour les hommes et non les hommes pour le droit », et il faut reconnaître qu'il est des nécessités invincibles avec lesquelles le législateur s'est vu contraint de transiger. On ne pouvait proscrire tout ce que l'exacte probité réprouve, sans exiger des hommes une perfection n'existant que chez quelques-uns ; sans s'exposer à jeter la plus grande perturbation dans les transactions de la vie sociale.

Aussi, n'a-t-on pas fait dépendre la validité du consentement, et, par suite, le sort des contrats, de l'existence avérée de toute ruse, de tout mensonge : la loi a dû restreindre son choix et, parmi les causes susceptibles de vicier la convention, il en est deux qui, à maints égards, paraissent mériter l'honneur d'une distinction particulière : le dol et la fraude. La bonne foi est, en effet, l'opposé de la fraude et du dol (1).

Les mots, dol et fraude, sont souvent réunis et confondus dans les œuvres des jurisconsultes. Cette confusion, qui n'existait pas dans le droit romain, est inadmissible ; de plus, elle est regrettable. En étudiant successivement l'une et l'autre de ces atteintes à la bonne foi, en montrant les différences et les analogies qu'elles présentent, nous arriverons à avoir de chacune

(1) *Fides bona contraria est fraudi et dolo* (L. 3, § ult, d. *Pro socio*).

une opinion exacte et à déterminer quel est le caractère juridique de la falsification.

SECTION I

DU DOL

Dans le langage vulgaire, on confond volontiers le dol et la fraude et l'on se sert indifféremment de l'une ou de l'autre de ces expressions pour caractériser un acte malhonnête, qui vicie un contrat. Pour le jurisconsulte, il ne saurait en être de même. Ainsi, l'auteur du dol agit toujours ou fait agir un tiers dans son intérêt personnel. Dans la fraude, au contraire, il n'est pas rare de rencontrer un accord parfait entre toutes les parties contractantes. Par exemple, le fabricant de vins falsifiés rencontre parfois dans le débitant un acquéreur complaisant et, il faut le dire, intéressé; ils commettent ensemble une fraude, qui devra leur profiter à l'un et à l'autre. Mais, il n'est pas moins certain qu'ils ont fait entre eux un contrat parfait, parce qu'ils ont été d'accord sur la chose et sur le prix. Il y a fraude, il n'y a pas dol. Le dol vicie le contrat; tel est son caractère essentiel. Les jurisconsultes romains ont précisé encore davantage cette pensée dans la définition suivante : *Omnis calliditas, fallacia, machinatio ad circumvenendum, fallendum, decipiendum alterum adhibita* (Labéon).

Cette définition était généralement admise parce qu'elle reproduit tous les éléments constitutifs du dol.

De plus, elle explique le double fondement de l'action ouverte à celui qui en a été victime, action qu'Ulpien justifie en ces termes : *Ne vel illis malitia sua sit lucrosa, vel istis simplicitas damnosa*.

Le bon sens l'indique, le dol, tel qu'il était pratiqué chez les Romains, est pratiqué chez les peuples modernes et l'on ne peut pas s'étonner de retrouver dans notre droit français les traditions léguées sur ce point par le droit romain. Constitue donc à nos yeux le dol légalement punissable toute espèce de manœuvres, de finesses, d'artifices quelconques employés pour entraîner ou entretenir une personne dans l'erreur qui la détermine à une convention préjudiciable à ses intérêts ou qui la détourne de faire une chose utile (1).

Mais le dol, que le législateur a résolu de réprimer, peut atteindre, si nous osons nous exprimer ainsi, une intensité plus ou moins grande qui influera sur le mode de répression à appliquer. Dans certaines hypothèses, le dol sortant des limites que nous avons décrites, dégénère en véritable délit ; c'est lorsque les manœuvres qui le constituent atteignent une gravité telle que l'ordre public exige autre chose que l'annulation du contrat, avec l'allocation de dommages-intérêts à la victime. En conséquence, le préjudice produit soit par l'emploi de faux noms ou de fausses qualités, soit par des manœuvres ayant pour objet de persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement

(1) Toullier, tome VI, n° 87.

chimérique, est une véritable escroquerie entraînant l'application d'une peine corporelle (1).

La loi distingue donc nettement l'escroquerie, telle que nous venons de la décrire, du simple dol ; le fait qui, par suite de son peu de gravité ou de l'absence de certains caractères constitutifs, échappe à la sanction de l'article 405 du Code pénal, réservée au délit d'escroquerie, peut cependant donner lieu à l'action en nullité de l'article 1304 du Code civil et se résoudre en une allocation de dommages-intérêts. Cette action peut, du reste, être intentée soit principalement, soit accessoirement à l'action correctionnelle, conformément aux principes généraux qui gouvernent cette matière. Mais quelle que soit la décision du Tribunal sur l'instance correctionnelle, aucune fin de non-recevoir ne saurait être opposée à l'exercice de l'action civile.

En effet, en matière de délits, comme en matière de crimes, l'intention est seule constitutive de la culpabilité. Les juges correctionnels décident donc plutôt une question intentionnelle qu'une question de fait. Aussi l'acquiescement ne prouve qu'une chose : l'absence de criminalité. Il ne reste que le fait matériel, dont les conséquences plus ou moins préjudiciables, peuvent être déférées à une autre juridiction. Si ce fait est imputable au prévenu, s'il est le résultat de sa ruse, de son mensonge, ce prévenu, échappant à la répression d'un délit non démontré, resterait passible de la réparation du dommage naissant du fait qu'il aurait commis. Le droit et l'équité commandent cette solution.

(1) Article 405 du Code pénal.

En résumé, le droit civil atteindra le fait que le droit pénal n'a pu frapper comme constituant le délit d'escroquerie. Mais il est intéressant de remarquer que la compétence des juridictions de répression est subordonnée à la constatation de l'infraction ; qu'elle disparaît avec celle-ci. Si les juges correctionnels prononcent l'acquittement, ils se dessaisissent par là même de la demande de dommages-intérêts formée par la partie civile qui, sera réputée mal fondée dans ses prétentions et condamnée aux dépens de l'instance. D'ailleurs, ainsi que nous le disions, cette décision n'enlèverait pas à la victime du dommage le droit d'intenter au civil une action en nullité ou en dommages-intérêt basée sur le même fait.

Le dol, au sens juridique du terme, consiste dans les manœuvres et artifices ayant créé l'erreur préjudiciable à l'une des parties.

Pour tomber sous le coup de la loi, ces artifices ou manœuvres doivent offrir dans leur conception, une gravité suffisante ; *de minimis non curat prætor*, tel est du moins le sens dans lequel paraît aujourd'hui fixée la doctrine, conforme à une jurisprudence établie de longue date. Le critérium de cette gravité résidera dans la présence d'un certain nombre de conditions, de la coexistence desquelles le juge devra tout d'abord s'assurer. Nous allons les passer rapidement en revue, car, il n'est pas possible d'établir autrement la nature du dol qu'il nous est indispensable de connaître pour déterminer celle de la falsification, objet de notre étude.

« Dans le for intérieur, dit Pothier, on doit regarder

comme contraire à la bonne foi tout ce qui s'écarte tant soit peu de la sincérité la plus exacte, la plus scrupuleuse; la seule dissimulation sur ce qui concerne la chose faisant l'objet du marché, et que la partie avec qui je contracte aurait intérêt de savoir, est contraire à la bonne foi.

« Dans le for extérieur, une partie ne serait pas écoutée à se plaindre de ces légères atteintes que celui avec qui elle a traité, a données à la bonne foi, autrement il y aurait un trop grand nombre de conventions qui seraient dans le cas d'être rescindées. Il n'y a que ce qui blesse ouvertement la bonne foi qui soit, dans ce for, regardé comme un vrai dol, tel que toutes les mauvaises manœuvres et tous les mauvais artifices qu'une partie aurait employées pour engager l'autre à contracter (1).

Les développements, que nous venons d'emprunter à l'illustre auteur, jettent sur ce premier élément constitutif du dol une clarté trop grande pour qu'un commentaire bien long en soit nécessaire.

Il faut que les manœuvres employées aient été de nature à faire illusion à la personne trompée. Cette première condition se rencontrerait donc dans le cas où la partie lésée aurait cédé à une force majeure ou à l'effet d'une violence morale impossible à prévoir ou à empêcher.

Si, au contraire, le plaignant a fait preuve de légèreté, s'il a imprudemment engagé sa foi alors qu'il lui eût été facile découvrir la ruse dont il a été la dupe, en s'entou-

(1) Pothier, *des Obligations*, n° 30.

rant des renseignements que son intérêt et la prudence la plus élémentaire lui commandaient de prendre, les tribunaux ne peuvent lui accorder une réparation qui serait une prime allouée à son imprudence ; or, tel n'était pas le but poursuivi par le législateur.

Ainsi, se justifie cette restriction formulée par Pothier, que tout mensonge, que toute ruse ne donne pas ouverture à l'action de dol bien que, dans l'un et l'autre cas, il puisse y avoir grave préjudice. par suite du mensonge ou de la ruse employés. La différence de traitement provient de ce que, dans la seconde hypothèse, les artifices employés pouvaient facilement être reconnus, l'imprudence de la partie leur a seule donné l'effet qu'ils ont produit. « Il n'y a donc plus, comme le dit Bédarrides, qu'une dissimulation que la loi et la morale réprouvent, mais qui ne peut constituer le dol puni par notre Code civil. » Pour qu'il y ait dol punissable, il faut que l'erreur inférée se soit produite par des moyens de nature à convaincre de la vérité de la fausse allégation, à endormir la vigilance et à rendre vaines toutes investigations.

Est-il utile d'ajouter maintenant que ce caractère du litige laisse la plus grande part à l'appréciation du juge du fait. De l'appréciation de la nature des moyens employés, de leur gravité sortira la solution du litige. Dès lors, la question soulevée par la poursuite du dol est plutôt une question de fait qu'une difficulté de droit (1).

Il faut en second lieu que le dol ait été la cause

(1) Demolombe, XXIV, 174.

unique et déterminante du consentement *dans causam contractui* (1). Le dol sera une cause d'annulation du contrat lorsque sans son emploi, il n'eût pas été formé de convention. On doit envisager la nullité résultant du dol comme une peine en même temps que comme une juste réparation. Cette dernière doit équitablement s'étendre à toutes les conséquences préjudiciables, et ce résultat peut parfaitement se concilier avec l'existence de l'acte attaqué.

Au sujet de l'existence de cette seconde condition, le pouvoir d'appréciation du juge ne sera pas moins étendu que pour la première. Il devra s'attacher à connaître quelle était l'intention exacte des parties; si, en effet, la volonté de consentir existait de part et d'autre, il ne saurait être question de faire tomber le contrat et il suffira pour que le préjudice provenant du dol soit réparé que des dommages-intérêts soient alloués. Cette solution ne saurait d'ailleurs être admise dans le cas où la circonstance, sur laquelle l'une des parties a été trompée, est de telle nature que sa connaissance eût fait abandonner toute idée de conclure un pacte quelconque.

Ainsi, la certitude que les deux parties avaient la volonté de contracter indépendamment de toute manœuvre, rend impossible l'annulation du contrat parce qu'il existe un lien légal, dont on doit tenir compte. Mais, au contraire, rien ne s'oppose à ce que la convention soit ramenée quant à ses effets aux limites que les parties avaient pu justement prévoir.

(1) Aubry et Rau, IV § 343 *bis* p. 302.

Dans l'hypothèse inverse, lorsque l'une des parties n'aurait pas contracté sans l'influence des manœuvres dolosives dont elle se plaint, il apparaît nettement que l'acte ne peut être maintenu. La présence du dol, dans de semblables conditions doit entraîner la ruine du contrat vicié et de tous ses effets.

Nous arrivons ainsi à la troisième des conditions exigées pour que le dol soit considéré comme une atteinte portée à la validité d'un contrat.

Elle procède de cette règle d'équité que nul n'est responsable du fait d'autrui et que l'on n'est tenu de répondre que de son propre fait ou de sa propre faute. Il faut donc pour que le dol soit punissable qu'il ait été commis par celui avec qui on a contracté, et la bonne foi bien établie de la partie prévenue de dol rend l'acte inattaquable. La partie lésée conserve du reste intact son droit de demander au véritable auteur du dol la réparation du préjudice qu'elle éprouve, par l'effet de ses manœuvres.

La quatrième et dernière condition, pour que le dol soit réprimé par le Code civil, ne saurait donner lieu à de longues discussions; nous ne la mentionnons ici que pour être complet dans cet exposé; il faut qu'il y ait préjudice causé. L'intérêt est, comme on l'a dit, la mesure de l'action; pas d'intérêt, pas d'action. Or, l'intérêt n'existe qu'autant qu'on est lésé et l'impossibilité de justifier de l'existence d'un préjudice quelconque rend la partie plaignante non recevable dans son action.

Ce rapide exposé des particularités relatives au dol étant achevé, il nous reste, avant d'arriver à l'étude

des falsifications proprement dites, à analyser la fraude pour montrer quelles analogies elle présente avec le dol et comment on peut y rattacher la falsification, qui, à vrai dire, n'est qu'une variété de fraude.

SECTION II

DE LA FRAUDE

Comme en matière de dol, le juge a un pouvoir souverain d'appréciation pour décider si la fraude ou tromperie est réellement préjudiciable, en d'autres termes, si elle existe au point de vue de la répression et c'est dans les résultats du fait incriminé que la conscience du magistrat devra rechercher les éléments de sa conviction. L'existence d'un préjudice est le caractère essentiel de la fraude, et la preuve de l'intention punissable de son auteur. Mais il importe peu que ce préjudice ait été préparé et voulu au moment même de la formation du contrat; qu'il en ait été la cause déterminante ou bien, au contraire, qu'il ne soit que la réalisation d'une idée née dans l'esprit de l'une des parties, au moment de l'exécution de la convention. Si la fraude a avec le dol ce caractère commun de révéler son existence par le préjudice qu'elle cause, elle en diffère en ce qu'elle peut surgir à un moment quelconque; *fraus non in consilio sed in eventu*. L'expérience a d'ailleurs prouvé que dans la plupart des cas c'est dans l'exécution et par le

résultat lésionnaire qu'elle donnera à cette exécution que la fraude pourra être reconnue.

Celui qui se plaint d'une fraude devra, en conséquence, administrer la preuve du préjudice subi ; par là même, il établira l'existence de la fraude et son droit à une réparation, qui lui sera accordée sous forme de dommages-intérêts, au paiement desquels sera condamné l'auteur du fait préjudiciable.

Pour compléter ce que nous avons dit sur cette question, nous devons ajouter que le délit de falsification, sujet de cette étude, rentre dans la catégorie des fraudes dites *de re ad rem* ; ce sont celles employées par l'un des contractants au détriment et à l'insu de l'autre. Leur résultat est de procurer à leur auteur un avantage illicite aux dépens de l'autre co-contractant.

La réparation due à la partie lésée sera poursuivie soit concurremment avec l'action criminelle, qui dans certains cas pourrait être intentée, soit par la voie d'une demande particulière et indépendante, et, comme pour le dol, l'acquittallement du prévenu, prononcé par le juge, sur les poursuites du Ministère public, ne créerait aucune fin de non-recevoir contre l'action en réparation du dommage résultant de la fraude.

Mais, comme nous le disions plus haut, le juge a un pouvoir souverain d'appréciation sur les faits argués de fraude, sauf dans les hypothèses régies par des textes spéciaux, tels que ceux dont le commentaire se trouve dans les chapitres suivants. Il ne pouvait en être autrement. *Naturaliter licet contrabentibus se circumvenire*, a dit avec raison le jurisconsulte romain. Le vendeur, à l'en croire, vend toujours ce qu'il y a de meilleur au

monde ; mais on n'est point obligé de le croire sur parole et l'acheteur, qui, ajoutant une foi trop aveugle à des allégations nécessairement intéressées, ne vérifie rien, se trompe lui-même autant qu'il est trompé. Il doit subir les conséquences de son impéritie.

Dans d'autre cas, la tromperie sur la qualité peut entraîner la résiliation de la vente, avec allocation de dommages-intérêts, dont le quantum sera établi conformément aux principes du droit commun, c'est-à-dire, qu'ils devront représenter, aux termes de l'article 1151 du Code civil, la perte éprouvée et le gain manqué, mais seulement dans la mesure de ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention. « La règle, dit Pothier, qui me paraît devoir être suivie en ce cas, est qu'on ne doit pas comprendre dans les dommages-intérêts, dont un débiteur est tenu, pour raison de son dol, ceux qui non seulement n'en sont qu'une suite éloignée, mais qui n'en sont pas une suite nécessaire et qui peuvent avoir d'autres causes. » (Obligations, n° 167), d'autre part, c. p. r. Alger, 7 décembre 1891, D. p., 92, 2, 44.

Enfin, nul ne pouvant être contraint d'accepter une marchandise autre que celle qu'il a entendu acheter et qu'on a entendu lui livrer, une marchandise devenue par suite de la fraude totalement ou partiellement impropre à l'usage auquel on la destinait, l'acheteur trompé, qui n'a pas encore effectué le paiement du prix ou qui ne l'a effectué qu'en partie, peut suivant une jurisprudence récente, qui nous vient d'outre-Rhin, être autorisé à repousser la demande de paiement formée contre lui par le vendeur, au moyen d'une

exception fondée sur cette circonstance que ce dernier n'a pas tenu ses engagements tels qu'ils découlaient naturellement du contrat. Cette exception, assez peu connue jusqu'à ces dernières années, est appelée *l'exceptio non rite adimpleti contractus* (1). Nous aurons à en parler longuement au cours de notre chapitre IV, à propos de la question du plâtrage des vins. C'est en effet à ce genre de falsifications que la jurisprudence a récemment encore fait application de cette théorie juridique.

Ces observations très générales sur le dol et la fraude ont pour but de nous amener peu à peu et, si nous pouvons nous servir d'une expression imagée, empruntée au vocabulaire militaire, étape par étape, à la détermination exacte du caractère de la falsification. Nous croyons pouvoir les résumer et les condenser dans la formule suivante : Le dol et la fraude sont deux choses qu'il importe de ne pas confondre ; le dol est l'art de tromper la personne qu'on dépouille ; la fraude est celui de faillir à un engagement pris, en l'exécutant d'une façon imparfaite et en dissimulant cette imperfection sous des apparences extérieures mensongères. Ces deux faits peuvent d'ailleurs se trouver réunis, de même qu'ils peuvent exister séparément (2).

Cependant, avant de pouvoir aborder utilement la question des caractères constitutifs de la falsification des vins ; il nous paraît nécessaire de donner de cette variété de fraude une définition : c'est par là que nous allons commencer le chapitre suivant.

(1) A ce sujet consulter Laurent.

(2) Chardon, *Traité du dol*, t. I, p. 4.

CHAPITRE DEUXIÈME

Des falsifications proprement dites

SECTION I

Éléments essentiels à l'existence du délit de falsification; définition

Il faut commencer par définir, a dit Cicéron : *Omnis enim quæ a ratione suscipitur de aliqua re, institutio, debet a definitione profiscisci.*

Ce précepte n'a pas été suivi par le législateur pour la falsification. Dans aucune des lois régissant cette intéressante matière, pas plus que dans celles qui, ayant un objet général, s'attaquent aux fraudes dans les substances alimentaires sans distinction, que, dans celles qui visent plus spécialement certaines denrées, comme le lait, la bière, le vin, etc., on ne trouve la description des caractères distinctifs du délit de falsification ou bien une énumération précise des éléments essentiels à son existence. Il y a lieu de regretter cette omission. Une définition semblait ici bien plus nécessaire qu'en matière de vol (Code pénal, 379) et la longue

discussion qui s'est élevée au sein de l'Assemblée législative, au cours des travaux préparatoires de la loi du 27 mars 1851, sur l'insuffisance du mot falsification prouve au moins qu'on n'aurait pas dû craindre une clarté surabondante.

Un pareil reproche ne saurait être adressé à la législation italienne. On trouve, en effet, dans un règlement du 9 octobre 1889, une énumération précise, que l'on peut regretter de ne pas rencontrer dans la loi française. L'article 106 de ce règlement dispose dans les termes suivants : « On considère comme étant adulterées, même si elles ne sont pas jugées nuisibles aux effets du même article 42 de la loi, les substances alimentaires ou les boissons *privées en partie de leurs matières nutritives ou mélangées à des matières de qualité inférieure, ou de quelque façon que ce soit*, traitées de manière à en varier ou changer la composition naturelle, sauf si elles sont annoncées avec l'indication des modifications qu'elles ont subies. »

Quant à nous, disciples respectueux du précepte donné par l'orateur romain, nous allons essayer, en nous y conformant, de remédier à l'omission que nous venons de déplorer.

Définir, signifie limiter, circonscrire : or, pour assigner des limites à une chose, au délit de falsification de vins par exemple, il est indispensable d'en connaître toute l'étendue, les diverses modifications ; il faut l'avoir exactement mesurée. Mais il est rare que, dès les premiers pas, on ait une vue aussi nette de son sujet. Il y a même des sciences très avancées, qui ne sont point encore parvenues à donner une définition fixe et surtout

incontestée de leurs principaux éléments. La jurisprudence en est à chercher une définition pour le droit; la morale pour le bon et les arts pour le beau. La jurisprudence, la morale, les arts seraient demeurés stationnaires, s'ils n'avaient pris le sage parti de passer outre.

Mais, dans la question, dont nous avons entrepris l'étude, il semble que la lecture des divers documents législatifs et des circulaires ministérielles s'y référant, complétée par le rapprochement de certains arrêts et décisions, permette d'acquérir sur la falsification des vins une opinion préalable et assez complète pour rendre possible une définition de ce genre d'infraction, définition qui pourra paraître peut-être manquer de précision, mais qui, par ce fait même, n'exclura aucune des nombreuses variétés auxquelles ce genre de fraude est susceptible de se prêter.

Merlin, dans son *Répertoire de Jurisprudence*, donne une définition, qui est généralement admise et que, néanmoins, nous n'hésitons pas à rejeter comme incomplète, malgré le respect que nous professons pour les opinions du savant auteur, dans les œuvres duquel nous avons d'ailleurs fait de fréquents et nombreux emprunts.

« La falsification, dit Merlin, est le délit qu'on commet en vendant comme pures des denrées ou des boissons auxquelles, pour en augmenter le poids ou le volume, on a mêlé des substances étrangères. »

Nous préférierions celle donnée par Dalloz, à laquelle on adresse le reproche, justifié, il est vrai, d'être vague, mais qui a du moins le mérite d'être générale : « On entend par falsification, dans le commerce des denrées,

médicaments et boissons, toute altération qu'on fait subir à la marchandise dans une intention de fraude. » Ou mieux, d'après Littré : « Toute altération volontaire et frauduleuse des substances alimentaires, des vins, des alcools, d'une substance médicamenteuse, par son mélange avec des substances inertes ou de qualité inférieure. »

La jurisprudence contient de nombreuses décisions de principe, faisant ressortir plus clairement la nature de la falsification ; on trouve aussi dans le rapport de la Commission du corps législatif sur la loi de 1851, tendant à la répression de certaines fraudes dans la vente des marchandises, l'appréciation suivante : « Il y a falsification non seulement dans l'introduction d'une denrée d'une autre nature, mais aussi dans la mixtion d'une denrée de nature identique et de qualité notablement inférieure, de manière que le résultat de l'amalgame soit très sensiblement, moins propre à l'usage auquel la chose est destinée, ou d'une valeur considérablement moindre que la valeur promise par la dénomination ou par le prix de la marchandise. »

Dans les considérants d'un arrêt, en date du 27 avril 1854, la Cour de cassation déclare que « la falsification des denrées alimentaires résulte de tout mélange frauduleux tendant à détériorer la substance annoncée... » et que « soit qu'elle porte sur la nature ou sur la qualité de cette substance, elle constitue le délit prévu par la loi du 27 mars 1851. »

Un autre arrêt de Cassation du 15 décembre 1855 dit que : « La présence dans une denrée alimentaire d'une substance étrangère qui en diminue ou en affaiblit les

propriétés constitue un fait qui tombe sous le coup de la loi de 1851, si le juge reconnaît, en s'appuyant sur un ensemble de faits, de circonstances et de présomptions spéciales à la cause, que la mixture a été opérée dans une intention frauduleuse. »

L'innocuité des substances employées dans le mélange ne suffit pas pour faire écarter le délit de falsification (Cassation, 3 juin 1842 et 12 juillet 1855). Ainsi, l'addition d'eau pure au vin ou au lait, sans être nuisible à la santé, est frauduleuse. En effet, « si le breuvage n'est pas malfaisant d'une manière actuelle et positive, dit le rapporteur de la loi de 1851, il est nuisible d'une manière négative, en ce que le mélange dérobe à cette boisson, une partie de l'effet réparateur que promettaient son nom et son prix. » La Cour de cassation a donc jugé toujours que le mouillage, le baptême des vins, comme on dit vulgairement, constituait une falsification, ainsi qu'en témoignent ses arrêts des 28 octobre 1814, 19 février 1818, 1^{er} mai 1828, 12 septembre 1846, 9 octobre 1852, 5 janvier, 2 mars et 12 juillet 1855, et 5 novembre 1885. Nous nous permettons de rapporter intégralement ce dernier. Il résume fidèlement la jurisprudence que nous venons d'analyser.

Arrêt du 5 novembre 1885. (Il figure au Recueil de Dalloz périodique, année 1887, 1^{re} partie, page 48.)

Vente de substances falsifiées : 1^o Vins, piquettes, raisins secs; annonces mensongères; 2^o fraude, constatation, pouvoirs du juge.

Le mélange de piquette de raisins secs avec le vin, annoncé par des étiquettes et des prospectus comme

vin naturel, constitue une falsification (loi du 27 mars 1851, article 1^{er} (1); *la déclaration du juge du fait sur l'existence de la fraude* en matière de falsification de liquides exposés ou mis en vente, *est souveraine et irréfragable* et, le juge n'est pas tenu d'apprécier la qualité des substances employées pour opérer la falsification (2).

Arrêt : La Cour, sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la prétendue violation des articles 1, § 1, de la loi du 27 mars 1851, 423 du Code pénal, en ce que le délit de falsification de vin, suppose un mélange frauduleux, tendant à détériorer la substance annoncée au préjudice de l'acheteur; mais que le coupage de vins autorisé par les usages du commerce ne peut constituer ce délit :

Attendu que, après avoir visé toutes les pièces, l'arrêt attaqué (Paris, 2 mai 1885) constate que le mélange de la piquette de raisins secs avec le vin le *dénature* et constitue une falsification;

Attendu que cette falsification avait pour résultat de *tromper l'acheteur* sur la *nature* de la chose vendue, puisque le vin lui était annoncé par des étiquettes et des prospectus comme étant vin de nature;

Attendu qu'aucune loi n'oblige les Tribunaux à

(1) Le produit vendu se trouve ainsi altéré, dans ses éléments constitutifs (Conf. crim. rej. 22 juillet 1869, D., p. 70, 1, 45). Voir aussi Code pénal annoté de Dalloz; appendice à l'article 423, loi du 27 mars 1851, article 1^{er}, nos 239 et suivants, 250 et suivants, page 810. Comp. crim. rej. 20 mars 1885. D. p. 86, 1, 139; Orléans, 25 juin 1884. D., p. 86, 2, 71.

(2) Ce principe est constant. Dalloz p. 1887, 1, 48.

apprécier la qualité des substances qui ont été employées pour falsifier les liquides exposés ou mis en vente ; qu'ils ne sont tenus que de *constater*, d'après leur *conviction comme jurés*, l'existence de la fraude et que leur déclaration à cet égard est *souveraine et irréfragable* ;

Par ces motifs, rejette.

Du 5 novembre 1885. — Chambre criminelle. MM. Ronjat, président. Falconnet, rapporteur ; Loubers, avocat général, conclusions conformes. — Sabatier, avocat.

De ce qui précède, il résulte que l'existence du délit de falsification est subordonnée à la présence simultanée des éléments suivants : il faut, en premier lieu, qu'il y ait altération du produit, du vin dans l'espèce qui nous occupe. Ce premier élément peut du reste affecter des modalités variées, dont il serait périlleux d'entreprendre l'énumération. La signification large de l'expression les englobe toutes également (1).

(1). Les principales variétés de falsifications des vins s'obtiennent au moyen d'addition d'arsenic, qui se trouve dans la fuchsine (chlorhydrate de rosaniline) ; de glycérine, préconisée par Scheele, de là le nom de « scheelisage » donné à cette opération, qui a pour but de fournir du corps au vin, d'assurer sa conservation et de masquer le défaut d'extrait ; d'alun, pour aviver la couleur, c'est l'alunage ; de plâtre, qui a pour but de hâter le dépouillement du vin et de lui donner un ton éclatant qui se conserve ; de sel de cuisine ou chlorure de sodium qui permet le mouillage, augmente la densité et, peut-être modifie la couleur du liquide, sans altérer sa substance.

L'article 2 de la loi du 11 juillet 1891 interdit toute addition au vin, vin de sucre ou de marc, ou au vin de raisins secs de produits tels que les acides sulfurique, nitrique, chlorhydrique, salicylique ou autres analogues.

Mais un vin ne doit pas être considéré comme altéré par ce seul fait qu'il n'est pas vendu tel qu'il sortit du pressoir. La conservation du produit, les besoins de la consommation ou du commerce, les habitudes locales ou les caprices du goût ont de tous temps fait considérer comme légitimes certaines manipulations.

Ainsi, apparaît la nécessité de l'adjonction à l'altération de l'intention frauduleuse chez l'agent. Elle est indispensable pour que le délit prenne naissance. — Bourges, 15 mai 1884, Dalloz, périodique, 85, 2, 110.

Aucun texte, il est vrai, n'exige en termes formels l'existence de ce deuxième élément, mais cela résulte des travaux préparatoires des lois de 1851 et de 1855, d'une part, et de la jurisprudence d'autre part.

Dans une discussion relative à la terminologie de la loi de 1851, le Ministre de la Justice s'exprimait ainsi : « Il est très utile, disait-il, pour résumer les explications qui ont été échangées, de supprimer le mot *frauduleusement*. Dans la rédaction de la Commission, cela me paraît un pléonasme avec le mot *falsifié*, dont le sens est bien nettement spécifié par la législation. Seulement, il faut bien retenir ceci, qui est la considération dominante du débat, que, par cela seul qu'il s'agit d'un délit, il faudra toujours, au moment où la condamnation devra être prononcée, rechercher l'*intention* de l'agent. Le délit se compose de deux éléments : le préjudice matériel et l'intention frauduleuse.

Il est de principe, dans notre droit pénal, que, sans mauvaise foi, il ne peut y avoir délit. L'auteur lui-même des nouvelles dispositions législatives sur les vins, M. Griffe, disait à la veille de la promulgation de la loi

de 1889 : « Les négociants n'ont qu'à exiger dans leurs achats à la propriété une attestation que le produit vendu est du vin naturel... Dans ces conditions, ils pourront justifier que ce qu'ils ont livré à la consommation comme vin naturel n'a d'autre origine que ce qui est venu de chez le propriétaire récoltant. Les certificats par eux obtenus seront leur meilleure justification et leur sauvegarde. Et, comme la loi votée ne punit que le délit commis sciemment, ils ne courront aucun risque ; leur bonne foi les couvrira très efficacement (1). »

A cette interprétation le rapport relatif à la loi du 5 mai 1855 ajoutait : « La loi ne crée pas le mot *falsification* ; elle le trouve dans le Code pénal et dans les projets successivement accueillis par les assemblées, avec le cortège d'interprétations que lui ont aisément donné la jurisprudence, la pratique et le bon sens. Le bon sens dit que le délit c'est la fraude. »

La jurisprudence est dans le même sens ; on ne compte plus les arrêts confirmant les explications que nous venons de donner sur ce point ; voici ce qui est contenu en substance dans une décision du 27 avril 1854 : « Tout fait d'addition à une denrée alimentaire d'une substance étrangère ne constitue pas, dit la Cour de cassation, le délit de falsification ; il faut que le mélange ait été fait dans une intention frauduleuse, c'est-à-dire qu'en l'opérant, le vendeur ait volontairement altéré, soit la nature, soit la qualité de la substance alimen-

(1) Voir le *Moniteur Vinicole* du 31 août 1889.

taire au préjudice de l'acheteur, si faible du reste que soit ce préjudice. »

L'élément intentionnel semble devoir être d'un grand poids aux yeux du juge, à qui incombe la tâche quelquefois fort délicate de statuer sur une affaire de falsification. Il devra rechercher notamment si le prévenu n'a pas agi de bonne foi, et s'il négligeait de le faire, il servirait mal les vues du législateur. « En présence de la nouvelle législation comme en exécution de l'ancienne, dit le rapporteur de la loi de 1851, le juge correctionnel doit apprécier les intentions, la bonne foi, les excuses, frapper la fraude et rien que la fraude. Il ne punira ni les mélanges non pernicieux-révélés par le nom de la marchandise ou par le vendeur, ni les mélanges ou coupages avoués que peuvent réclamer les usages commerciaux pourvu que l'on n'ait pas oublié frauduleusement les proportions qui doivent être observées dans ces mélanges, ni l'imitation déclarée des produits étrangers. Il appréciera, comme aujourd'hui, le degré de responsabilité qui doit appartenir aux divers agents ou auxiliaires d'un fait délictueux ; le cas où cette responsabilité devra remonter du vendeur au fabricant, du détaillant au marchand qui l'a fourni ; les circonstances d'ignorance probable surtout au milieu d'un commerce très actif, les présomptions de connaissance et d'attention nécessaires que toute profession suppose chez celui qui l'exerce. Ceux qui voudraient imposer à une loi le périlleux labeur d'entrer dans ces détails, méconnaîtraient les limites et le style des prescriptions législatives, et le rôle nécessaire qui a toujours été confié aux juges des cas de fraude. »

Mais dans certaines hypothèses, les manipulations auxquelles il vient d'être fait allusion, deviendraient illicites et ne permettraient plus au prévenu de falsification d'invoquer, comme excuse, sa bonne foi ou les usages commerciaux, c'est lorsque ces mélanges ont été pratiqués contre le gré de l'acheteur et au mépris du désir catégoriquement exprimé par lui d'avoir un produit pur. Nous empruntons à Dalloz périodique, 57, 1, 410, l'exemple suivant : « Un marchand, qui après avoir fait goûter et vendu à un acheteur du vin rouge pur, coupe ce même vin avec du vin blanc avant la livraison, est avec raison condamné comme falsificateur de la boisson dégustée (Crim. rej., 26 février 1857).

Nous allons résumer brièvement quelques décisions qui viennent confirmer les observations qui précèdent. Il a été jugé que celui qui, au lieu du vin pur qu'il a fait goûter et vendu comme tel, livre un vin coupé, se rend coupable de falsification ou tout au moins, au point de vue de la qualification, du délit de tromperie sur la qualité de la marchandise livrée. — Dans certains cas, une semblable livraison constitue une véritable vente de produits falsifiés et comme telle est frappée par la loi : « a été reconnu coupable de falsification le marchand qui, après avoir annoncé qu'il vendrait exclusivement des vins purs, livre des vins coupés, parce que, dans ces conditions, les coupages deviennent de véritables altérations commises en vue de tromper l'acheteur, c'est-à-dire des falsifications. »

La qualification de tromperie sur la qualité ou de falsification de boisson à donner au délit poursuivi, ne présente pas seulement de l'intérêt au point de vue de

la dialectique, mais encore et principalement au point de vue de la répression : la simple tentative de tromperie sur la nature de la marchandise vendue n'est pas réprimée par la loi, tandis qu'on a la possibilité d'atteindre, avant la vente, le fait d'avoir opéré des mélanges, même autorisés par l'usage ou toute autre cause, mais qui étaient destinés à être vendus comme produits purs.

Lorsque, sur l'appel d'un jugement qui a prononcé une condamnation pour *simple falsification* d'une substance alimentaire par l'addition d'acide salicylique à la bière, la Cour a été saisie de conclusions tendant à la nomination d'experts chargés de rechercher si, à la dose où il a été employé, l'acide salicylique peut être considéré comme *nuisible à la santé*, elle a pu se borner à répondre qu'elle n'avait pas à rechercher si la bière salicylée contenait une *mixtion nuisible* à la santé, délit prévu par l'art. 2 de la loi du 27 mars 1851, mais seulement à *vérifier si l'application* de l'art. 1^{er} de cette même loi, qui punit la simple falsification avait été légalement faite. (L. 20 avril 1810, art. 7.)

Le mélange de l'acide salicylique à la bière volontairement opéré de façon à altérer sa qualité par l'introduction d'un élément nouveau qui n'entre pas dans la fabrication ordinaire de cette boisson et à causer par l'altération du produit un certain préjudice à l'acheteur constitue le délit de falsification d'une substance alimentaire. (L. 27 mars 1851, art. 1^{er}.)

On trouve dans les constatations de l'arrêt à la fois *l'altération matérielle du produit*, *l'intention coupable*, le *préjudice* causé. Ce sont, sans contredit, tous les

éléments légaux du délit de falsification de substance alimentaire. Jurisprudence conforme : table des vingt-deux années, v^o Vente des substances falsifiées, n^o 103 ; Table des dix années, *eod.* v^o n^o 104 (Cassation, 4 août 1888, Dalloz périod. 89, 1, 128).

C. Montpellier, 30 octobre 1890, 2, 45. — S'il est permis soit *d'alcooliser* les vins faibles, soit de *mouiller* très modérément la vendange arrivée à un degré de maturité excessif, ces procédés ne doivent être tolérés que dans la mesure *utile à la vinification* ; le même vin ne saurait, d'ailleurs, être *successivement augmenté* dans son volume par une large addition d'eau et *relevé dans son degré* par une forte addition d'alcool, *sans cesser d'être* du vin naturel (Loi du 14 août 1889). Cette loi a été faite pour imposer la désignation précise du produit qui est expédié, vendu ou mis en vente. (Cette loi ne s'est pas expliquée sur le traitement à imposer aux vins de seconde cuvée, qui se distinguent également et des vins de sucre et de raisins secs, et des vins naturels.)

Le destinataire *ne peut dispenser* l'expéditeur de se conformer à la loi du 14 août 1889, qui préserve de la fraude, par une marque extérieure et visible, tous les acheteurs successifs et innommés.

La présence simultanée des deux éléments que nous venons d'étudier, le premier, que l'on pourrait qualifier de matériel et que nous avons nommé : *l'altération* ; le second, qui, ainsi que nous l'avons démontré, est purement intentionnel ou moral, puisque il procède tout entier de l'idée de fraude et qu'il consiste par conséquent dans *l'intention frauduleuse* de l'agent ; ces deux élé-

ments, disons-nous, sur la nature desquels nous avons maintenant une opinion imparfaite, sans doute, mais en somme suffisante, ne constitueraient pas à eux seuls le délit de falsification. Le simple bon sens exige qu'aux deux éléments précités il vienne s'en adjoindre un troisième : *le préjudice*.

Le rapporteur de la loi de 1851 faisait spécialement allusion à cet élément du délit dans un passage où il s'exprimait ainsi : « Il y a falsification, non seulement dans l'introduction d'une denrée d'une autre nature, mais dans la mixtion d'une denrée d'une nature identique et de qualité notablement inférieure, de manière que le résultat de l'amalgame soit très sensiblement moins propre à l'usage auquel la chose est destinée ou d'une valeur considérablement moindre que la valeur promise par la dénomination ou par le prix de la marchandise. »

L'analyse des trois caractères du délit, que nous venons d'étudier, nous permet de considérer comme falsification toute manipulation calculée et secrète ayant pour résultat de diminuer la valeur intrinsèque de la marchandise et de procurer ainsi au vendeur un gain illicite.

Ayant ainsi défini le délit de falsification, il convient de rechercher maintenant dans quelle catégorie d'infraction on doit classer ce délit. Ce sera l'objet de la section deuxième de ce chapitre, auquel nous arrivons.

SECTION II

Théorie des infractions continues; les falsifications en constituent; intérêt de la question

Au point de vue de leur matérialité, les infractions ont été de la part des criminalistes l'objet de nombreuses classifications. L'une de ces classifications admise, tant dans le siècle dernier que dans le siècle actuel, distingue deux groupes d'infractions : les infractions instantanées et les infractions continues ou successives.

Les infractions de la première catégorie prennent fin dès qu'elles sont accomplies, quelque temps qu'ait duré leur préparation ou leur exécution et quelles qu'en aient été les suites (1). Comme exemple, nous citerons l'outrage public à la pudeur : dès que le prévenu a cessé de se livrer à des exhibitions ou à des attouchements obscènes, le délit a pris fin. L'outrage public à la pudeur est une infraction instantanée.

Les infractions continues ou successives, même après leur accomplissement, « se continuent comme le dit M. Ortolan, identiques à elles-mêmes pendant un temps plus ou moins long, peut-être même indéfini » (2). Ainsi,

(1) Garraud, *Précis de droit criminel*, n° 67, p. 90.

(2) Voir Garraud, *loco citat.* et Ortolan, *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, tome IV, p. 323.

le port illégal de costume ou de décoration est une infraction successive. Si on ne porte le costume qu'une fois, il y a une infraction qui a pris fin au moment où on l'a quitté. Mais si on l'a porté à plusieurs reprises différentes, le délit a commencé le jour où on l'a revêtu pour la première fois et il a pris fin le jour où on l'a dépouillé pour la dernière fois. L'infraction a donc été continue pendant tout ce laps de temps. Il en est de même dans l'hypothèse de séquestration. Aussi, conformément à l'opinion de M. Garraud, nous préférons l'expression infraction continue à celle d'infraction successive. Car cette dernière expression donne à penser qu'une infraction successive se compose d'une série de délits identiques se succédant sans interruption les uns aux autres et, cependant, il n'y a dans un délit successif qu'un seul et même délit qui naît à un certain moment et qui a une durée plus ou moins longue (1). Cependant comme l'expression délit successif est la seule admise dans la circulation, nous l'emploierons, nous aussi, mais avec la réserve que nous venons de faire.

Comment reconnaîtra-t-on si une infraction est ou non une infraction successive? Le critérium sera celui qu'indique M. Garraud (*loc. citat.*) : « Il faut, avant tout, analyser la définition légale de cette infraction. » Mais quelquefois l'analyse de cette définition ne permettra pas de discerner nettement ce caractère ; il faudra alors, comme l'indique Ortolan (2), chercher quels faits constituent l'infraction ; si c'est le premier acte d'exécution

(1) Voir Jousse, *Traité de la Justice criminelle*, tome I^{er}, p. 585, n° 56.

(2) *Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, tome IV, p. 325.

qui seul la constitue, on se trouve en présence d'une infraction instantanée; si c'est, au contraire, le fait de persévérer dans l'état qui en résulte, l'infraction sera une infraction successive. Ainsi, au cas de séquestration arbitraire, ou d'arrestation illégale, les articles 341 et suivants (1) du Code pénal nous montrent quelle influence la persistance de continuité de la séquestration exerce sur l'infraction commise; suivant la continuité plus ou moins grande de cet acte arbitraire, l'infraction constituera un délit ou un crime.

Ceci posé, nous devons nous demander si réellement les falsifications des substances alimentaires et particulièrement du vin constituent des infractions continues. A première vue, il semble que ce sont là des infractions instantanées, car la falsification de vin paraît résulter au premier abord du fait de vendre une boisson, dont l'altération cause à autrui un préjudice. Or, rien n'est plus inexact, car ce que la loi punit ce n'est pas seulement le fait de la vente, mais aussi la mise en vente ou possession, au siège de la vente, d'une substance ali-

(1) 341. — Seront punis de la peine des travaux forcés à temps ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques.

342. — Si la détention ou séquestration a duré plus d'un mois, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.

343. — La peine sera réduite à l'emprisonnement de deux à cinq ans, si les coupables des délits mentionnés en l'article 341 non encore poursuivis de fait ont rendu la liberté à la personne arrêtée, séquestrée ou détenue avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration.

mentaire ou boisson falsifiée, qui rendent vraisemblable la présomption d'intention frauduleuse chez le vendeur.

La présence de substances falsifiées, a dit fort judicieusement le rapporteur de la loi de 1855, jette son ombre sur tout ce qui l'entoure ; c'est en rendant leur possession périlleuse qu'on rendra la falsification plus rare et qu'on préviendra bien des délits.

Voici la substance d'un arrêt de Paris, du 11 février 1897, dans *Dalloz périodique*, 1897, 2, 423 :

« Il y a mise en vente », dans le sens de la loi de 1889, qui interdit d'expédier, vendre ou mettre en vente, sous la dénomination de vins, un produit autre que celui de la fermentation de raisins frais, « quand la marchandise destinée au commerce est disponible dans un magasin où les acheteurs peuvent pénétrer, où elle est sous la main du négociant pour la vendre et où, offerte au public par son exposition même, elle est à sa portée pour l'acheter. Pour caractériser la mise en vente, il n'est pas nécessaire qu'il y ait une offre verbale du négociant à l'acheteur dont l'acceptation pourrait rendre la vente parfaite ;

« Et l'obligation imposée par la même loi de marquer les fûts ou récipients contenant du vin de sucre ou de raisins secs existe par le fait seul de la détention commerciale dans un magasin ou ses dépendances de vins de sucre ou de raisins secs ; il n'est pas nécessaire que la marchandise soit expédiée à un tiers, en exécution d'une vente conclue ou à réaliser. »

La falsification constitue donc, selon nous, l'infraction continue. Nous devons reconnaître cependant que cette opinion prête à la controverse.

L'intérêt principal de la distinction faite entre les infractions instantanées et les infractions successives est relatif à la prescription, et, aussi, à la détermination du tribunal compétent.

Lorsqu'une infraction est instantanée, la prescription court contre elle dès l'instant même de l'infraction puisque, dès ce moment, l'infraction a pris fin.

Au contraire, la prescription ne pourra commencer à courir contre les infractions continues que lorsqu'elles auront pris fin. La prescription des infractions successives est donc subordonnée à la durée de ces infractions ; si leur continuité se prolonge, le point de départ de la prescription sera notablement retardé. Mais, de là, il faut se garder de conclure que les infractions successives sont imprescriptibles. Les infractions successives seront imprescriptibles tant qu'elles n'auront pas pris fin ; mais une fois qu'elles seront terminées, elles deviendront parfaitement prescriptibles, conformément au droit commun.

Nous disions plus haut que cette distinction présente également de l'intérêt au point de vue de la détermination du Tribunal compétent.

Le Ministère public, à qui revient l'initiative des poursuites, doit être saisi sans délai du procès-verbal rapporté. Or, en règle générale, le juge du lieu du délit est le juge naturel de l'infraction : le lieu où s'exécute l'acte coupable est ordinairement attributif de compétence.

Par application de ce principe, qui découle de la législation criminelle sur la compétence *ratione loci* des juridictions de répression, le Garde des Sceaux, dans une lettre adressée le 25 avril 1890 au Ministre des

Finances, a fait connaître que les infractions à l'art. 1^{er} de la loi précitée, étant la conséquence d'un acte de commerce accompli dans des conditions spéciales de fraude, doivent être portées devant le Tribunal correctionnel du lieu où le fait contraventionnel a été perpétré. « Un acte de commerce, a dit le Ministre de la Justice, ne saurait évidemment constituer une infraction continue, par suite, l'infraction est commise au lieu où l'acte de commerce est accompli, c'est-à-dire au lieu même où l'expédition de la marchandise a été opérée. »

SECTION III

Evolution historique de la répression

Si l'on recherche quel était dans l'ancien droit le caractère de la répression en matière de falsification de substances alimentaires, on est frappé de la rigueur des sanctions édictées et l'on remarque que cette sévérité du législateur varie selon la conception juridique qu'il se fait de la nature de cette infraction.

« Celui qui par malice, et avec danger, falsifie les mesures, poids, épiceries et autres marchandises et s'en sert et les débite pour légitimes, sera regardé comme criminel, banni du pays après avoir été fustigé et subi d'autres peines, suivant l'exigence des cas. Cette falsification pourrait avoir été pratiquée assez souvent et avec assez de malice, pour que le coupable méritât la

peine de mort sur l'avis des gens de loi, ainsi qu'il sera marqué à la fin de cette ordonnance. »

C'est en ces termes que s'exprime l'article 113 de l'Ordonnance de Charles-Quint, connue sous le nom de « la Caroline » et, qui a le mérite de refléter exactement l'état de la législation non seulement en Allemagne, mais aussi dans la France de ce temps. Nos plus anciens criminalistes, se fondant sur une interprétation reconnue aujourd'hui erronée de certains textes du droit romain, réunissaient dans une même conception et assimilaient au point de vue de la répression la falsification proprement dite et le faux, qui, dans sa généralité, comprenait ainsi toutes les opérations susceptibles d'occasionner un préjudice à autrui par l'effet de la mauvaise foi de leur auteur.

Le délinquant convaincu de faux encourait dans les cas les plus graves le châtement suprême, et dans les autres cas, une peine corporelle comme la fustigation publique. Souvent on frappait le faussaire, et par suite, le falsificateur, en le privant de celui de ses membres dont il s'était servi pour perpétrer son forfait, on lui amputait le poing droit.

Cette atrocité dans la répression, qui s'explique jusqu'à un certain point par la rudesse et la grossièreté des mœurs, s'observe, comme nous le disions plus haut, pour plusieurs infractions, dans lesquelles la peine nous semble hors de proportion avec le délit auquel elle est destinée.

L'adultère notamment a été puni dans tous les temps et dans tous les pays de mille manières différentes. Sans entrer dans des détails, qui nous entraîneraient trop

loin du champ que nous nous sommes proposé d'explorer, au début de cette thèse, qu'il nous soit permis de faire ici un court rapprochement, en rappelant les mutilations horribles et barbares inventées par les Sarmates contre les époux coupables (1); la peine de mort édictée par l'empereur Constantin et plus tard par Charlemagne, dans ses Capitulaires; les ridicules expositions et promenades du Moyen Age; la claustration perpétuelle imposée à la femme infidèle sur simple requête du mari, dans le siècle dernier. Aujourd'hui, notre Code civil a singulièrement adouci ces mœurs cruelles; il frappe de simples peines correctionnelles l'époux infidèle; et encore le droit au pardon est-il donné au mari outragé jusqu'au dernier moment, s'il consent à reprendre sa femme. Seul l'article 324 du Code pénal nous rappelle la sévérité antique, « en excusant le meurtre commis par l'époux sur son épouse, ainsi que sur le complice, à l'instant où il les surprend en flagrant délit dans la maison conjugale. »

Mais hâtons-nous de revenir, après cette trop longue digression, au sujet de notre étude; notre but ayant été simplement de signaler au passage cette particularité des législations anciennes.

La disproportion évidente entre la gravité du délit et la rigueur de la sanction qui le frappe autoriserait à penser que les juges reculaient le plus souvent devant la nécessité d'en faire l'application, mais on trouve dans les anciens recueils un certain nombre de décisions portant condamnation à la peine capitale ou au bannis-

(1) Hérodote, *Contumes des Sarmates*.

sement pour des fautes qui, depuis lors, sont rentrées dans la compétence du juge de paix, siégeant au Tribunal de simple police. D'après Mornac, à la suite d'une condamnation prononcée contre un charretier pour avoir fraudé du vin, il fut déclaré par le premier Président que désormais les voituriers, qui tomberaient dans le même cas, seraient punis de la potence.

Mais, si le commerce a besoin pour prospérer de la protection effective du pouvoir, des lois draconiennes dépasseraient le but visé en privant les commerçants de cette liberté sans laquelle toute initiative est impossible ou inutile.

Aussi, dès que les relations commerciales se développent, dès que le commerce apparaît comme une des principales sources de richesse d'un pays, la législation s'adoucit, la répression de la falsification change de caractère.

Cette transformation s'est produite en France dès le règne de Louis IX. C'est en effet à cette époque que remonte l'organisation des premières corporations de métiers; cette institution modifia les fausses idées qui avaient prévalu relativement à l'appréciation et au classement des infractions présentant le caractère de falsifications ou de tromperies sur la marchandise et il paraît généralement que sous l'ancien régime, la falsification non nuisible (1) des boissons était punie seulement de confiscation et d'amende, sauf en cas de récidive, dit Vouglans, le bannissement ou l'interdiction du commerce.

(1) Une ordonnance de 1787 prononça la peine des galères contre l'altération nuisible des vins et des cidres.

La lecture des règlements des corporations dont la profession avait pour objet le commerce des denrées et spécialement des boissons n'est pas complètement dépourvue d'intérêt et, pour nous, elle est instructive. On y remarque notamment par les détails, dans lesquels ils sont entrés, relativement aux falsifications, que la fraude, pour n'être pas aussi savante qu'aujourd'hui, était cependant continuelle et qu'une longue tradition l'avait fait passer dans les habitudes d'une partie du commerce (1).

On remarque, en outre, que le soin de rechercher les falsifications était abandonné aux gardes des communautés. Ceux-ci ne déployaient, à ce qu'il paraît, qu'un faible zèle dans ces poursuites. Cela s'explique. Les gardes des communautés semblent avoir été retenus par une double considération : le désir de ne pas divulguer le secret de falsifications qui pouvaient procurer des bénéfices à tous les membres de la corporation; la crainte, en les réprimant, de jeter dans la masse des consommateurs le discrédit et la défiance, qui, par contre-coup, ne manqueraient pas de porter préjudice à la bonne considération de la communauté.

Ce système favorisa plutôt qu'il ne contraria les développements de la fraude. Il resta néanmoins en vigueur pendant plusieurs siècles, et non seulement dans notre France mais dans tous les Etats qui admirèrent quelque régime analogue à celui de nos corporations, maîtrises et jurandes.

(1) Voir à ce sujet le *Traité de police* de Delamare, livre 4, tit. 9; page 583.

On est contraint de reconnaître qu'il est séduisant à plusieurs points de vue. Mais, si, pour apprécier sa valeur, on envisage ses résultats, on s'aperçoit bien vite qu'il rentre dans le domaine de l'utopie puisqu'en fait il se ramenait à confier le soin de la surveillance et, par là même, l'initiative de la répression des falsifications à ceux-là mêmes qui en bénéficiaient directement ou indirectement.

Cet arbitraire n'était tempéré que par le droit de haute surveillance appartenant au pouvoir royal, droit qu'il n'avait jamais abdiqué et qu'il exerçait par l'intermédiaire des magistrats. De nombreuses ordonnances démontrent, surtout à partir du ^{xvii}^e siècle, que cette sollicitude était effective; elles prouvent aussi indirectement l'impuissance des corporations, maîtrises et jurandes dans la répression.

Parmi ces décisions législatives; je n'en citerai qu'une, parce qu'elle contient la substance de plusieurs autres. C'est une ordonnance de police de Paris, du 30 mars 1635, relative au commerce des vins, exercé dans cette ville. Elle dispose dans les termes suivants : « Est enjoint aux hostelliers, cabaretiers, marchands débitant en caves, de garnir leurs caves de toutes sortes de vins, et en débiter au public à divers prix, bon vin, droit loyal et marchand, sans être mélangé, n'excédant pas le prix qui sera par nous mis à autre, dont les cabaretiers seront tenus de mettre une pancarte où ledit prix sera écrit; à peine de 400 livres parisis d'amende. »

Des mesures avaient également été prises pour prévenir la falsification. La sentence de police suivante en fait foi; elle est du 21 février 1701 : « Il est défendu à

tous les habitants des villages voisins de Paris, et, en général, à toutes sortes de personnes, d'apporter ni faire apporter en cette ville, aucuns vins de raisins de bois, si ce n'est pour l'usage des teinturiers ou épiciers, et, en conséquence, d'ordres signés d'eux, dont les habitants, charretiers et voituriers, seront porteurs, le tout à peine de 500 livres d'amende et de punition corporelle. »

Un certain nombre de règlements avaient pour objet des modifications à apporter dans l'application des peines encourues; les juges avaient, du reste, à cet égard, la plus grande latitude d'appréciation comme on peut s'en convaincre par la lecture pleine d'intérêt des recueils d'arrêts et décisions du temps. « Un tavernier de Strasbourg et sa femme, reconnus coupables d'avoir adultéré du vin par des mixtions qui avaient occasionné des coliques (*sic*) et autres indispositions graves, et même empoisonné une personne, furent condamnés, en 1717, le mari, à un mois de prison, la femme, à une amende et, de plus, à être tous deux promenés par les rues de la ville avec un écriteau portant l'indication : « Frélateurs de vins »; l'arrêt fait en outre défense à toutes personnes de se servir d'aucunes drogues, graines ou herbes pour teindre et frélater les vins, sous peine de punition correctionnelle. »

La loi de 1791, sur la police municipale; supprima, en matière de falsifications de boissons, la punition corporelle et la promenade en forme d'exposition publique; elle les remplaça par une amende de 1,000 livres, un emprisonnement d'un an et l'affiche du jugement, peine

plus en harmonie avec nos mœurs et qui, en définitive, réalise le même but.

Ces notions historiques étaient nécessaires à rappeler avant d'aborder le problème de pénalité que soulève la falsification. La nécessité de sévir contre cette infraction étant en effet admise, il s'agit de rechercher quel est le mode de répression le plus juste et le plus efficace.

Mais nous ne pouvons passer sous silence, bien qu'il soit aujourd'hui abrogé, le système de répression organisé par le Code pénal de 1810, en matière de boissons : l'article 318 du Code pénal prononçait un emprisonnement de huit jours à deux ans, une amende de 16 francs à 500 francs contre la vente des boissons contenant des mixtions nuisibles à la santé. Si la mixtion n'était pas directement nuisible, la peine n'était que d'une amende de 6 francs à 10 francs, d'un emprisonnement facultatif de trois jours au plus (article 475, n° 6).

L'article 423 punit la tromperie sur la nature de la marchandise. Mais cet article n'est pas applicable quand le mélange n'a pas pour effet de rendre la chose tout à fait impropre à sa destination ou quand il n'équivaît pas à la substitution d'une chose à une autre.

L'article 475 soumet à l'application de l'article 423 la vente des boissons falsifiées. D'ailleurs, la vente des boissons falsifiées d'une manière nuisible pouvant n'être punie que d'un minimum d'emprisonnement de six jours (article 318) on ne comprendrait pas que la falsification avec innocuité dût être punie d'un minimum de trois mois (423).

Ainsi, sous l'empire du Code de 1810, la falsification, source de bénéfices quotidiens, dont l'accumulation

peut être énorme, n'avait à craindre que les répressions débonnaires de la Justice de paix ! Enfin, autre lacune grave, cette législation laissait impunie l'exposition en vente de boissons frelatées. Cette tolérance engendra de tels abus que les commerçants eux-mêmes s'en émurent et, en signalant l'existence de plusieurs fabriques frauduleuses, les marchands de vins de Paris obtinrent un décret, en décembre 1813, dont l'application ne touchait, d'ailleurs, que cette ville.

Tel était, au point de vue qui nous intéresse, l'état du droit au moment où commence en France cette période d'activité législative au cours de laquelle on vit successivement éclore d'abord la loi du 27 mars-1^{er} avril 1851, « tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises », comme l'indique son titre, complétée par celle des 5 et 9 mai 1855 ; puis, la loi du 15 août 1889, spéciale aux vins et désignée souvent sous le nom de première loi Griffé, en souvenir de l'honorable sénateur qui en fut le promoteur et enfin la loi du 12 juillet 1891 ou deuxième loi Griffé, également spéciale aux vins. Mentionnons encore la loi du 7 avril 1897.

L'étude de chacune de ces lois, comprenant leur exposé, suivi d'une critique, a sa place naturellement marquée dans les chapitres qui vont suivre.

Toutefois, avant d'aller plus loin, un temps d'arrêt ne nous paraît pas inutile. Employons-le à jeter sur le chemin déjà parcouru un regard rétrospectif, nous permettant de prononcer sur l'ancienne législation la condamnation suivante, qui résumera nos impressions : sous prétexte de prévenir les fraudes, elle avait, en

réglant tous les détails de la fabrication et en soumettant le commerce à des inspections souvent renouvelées, méconnu et complètement sacrifié, on peut le dire, le grand principe de la liberté du commerce et de l'industrie; quant aux résultats ainsi obtenus, ils étaient, nous l'avons montré, sinon nuls, du moins hors de proportions avec les inconvénients que présentaient les moyens employés.

« C'est moins que jamais par des mesures vexatoires, a dit un économiste, M. J. Droz, qu'on peut opposer des obstacles à la mauvaise foi. Il faut d'abord se demander en quoi consiste la fraude. Celle qui ne résultait que de la violation des règlements était illusoire; c'était un délit créé par les lois. Qu'un homme fabrique de la manière qu'il juge convenable, au goût des consommateurs et à ses intérêts, il agit sagement; il ne devient un fraudeur que dans le cas où il veut faire passer ses produits pour différents de ce qu'ils sont en réalité... La fraude dégrade ceux qui s'y livrent, nuit aux consommateurs et porte préjudice aux commerçants honnêtes dont les marchandises peuvent rester en magasin, tandis que les fripons attirent le public par des prix modiques en apparence ou par d'autres appas mensongers. Cependant il y aurait une insigne folie à tenter de prévenir toutes les fraudes par des actes de surveillance; ce serait, sans atteindre le but, désoler l'industrie. Si les cabaretiers, gens qui, par état, servent des ivrognes, répugnent aux visites du pouvoir, que serait-ce de commerçants honorables? N'allons pas, sous prétexte de leur porter secours, les opprimer de la manière la plus révoltante. »

Ces idées parfaitement rationnelles sont-elles celles qui ont prévalu dans les dispositions actuellement en vigueur? Au contraire, les mesures de surveillance supprimées en 1789, ont-elles été rétablies avec des transformations dans leur application? Autant de questions dont la solution va se trouver dans les chapitres qui suivent.

Nous abordons immédiatement notre chapitre troisième, sur lequel, d'ailleurs, nous serons fort brefs.

DEUXIÈME PARTIE

Exposé et critique de la législation en vigueur

CHAPITRE TROISIÈME

Les lois de 1851 et 1855

SECTION I

Economie générale de ces lois

Nous l'avons montré au début de ce travail, les intérêts que le législateur doit sauvegarder, en assurant la répression des falsifications des vins, sont multiples. Il doit protéger tout d'abord les consommateurs et spécialement ceux appartenant aux classes laborieuses parce qu'ils sont les plus exposés; il faut ensuite qu'il défende le producteur et le commerçant honnêtes; enfin, le législateur ne doit pas oublier qu'au-dessus de ces intérêts infiniment respectables, mais, il faut le reconnaître d'ordre privé, il en est un autre, qu'il importe au pré-

mier chef de préserver de toute atteinte, nous voulons parler de la bonne réputation du commerce français en pays étrangers. En dernier lieu, les droits du Trésor et ceux du budget des villes, ne sauraient, par des calculs de fausse spéculation, être sacrifiés sans dommages aux différents intérêts, dont nous venons de présenter une rapide et succincte énumération.

Pendant la seconde moitié du xix^e siècle, le législateur est intervenu à plusieurs reprises pour sauvegarder les intérêts ci-dessus mentionnés. Les falsifications des vins, et, d'une façon plus générale, des boissons ont fait l'objet des lois des 22 mars et 1^{er} avril 1851, complétée par celle des 5-9 mai 1855 qui la rend applicable aux boissons, puis par les deux lois Griffe de 1889 et de 1891, et enfin par une loi du 7 avril 1897.

Il est donc exact de dire que ces monuments législatifs visaient les mêmes abus, les tromperies sur la nature des vins ou boissons ; mais la répression, qu'elles adoptèrent, diffère parce que les unes et les autres furent votées sous des influences et des préoccupations différentes et dans le but de combattre des adversaires de nature dissemblables.

Ces lois constituent avec les décrets et circulaires, qui ont accompagné leur promulgation, les seuls monuments législatifs se référant à notre matière.

Toutefois, les lois du 14 août 1889 et du 11 juillet 1891 n'ont fait que préciser la législation de 1851 et 1855 en ce qui concerne les vins. Il importe donc de rappeler quelles sont les dispositions essentielles de cette dernière, avant d'entreprendre l'exposé puis la critique des lois Griffe.

Mais nous sommes fermement résolus à passer sous silence certaines lois, dont le caractère est purement administratif et qui sont destinées, à protéger les intérêts du Fisc; de ce nombre sont la loi de 1816 et celle qui a été présentée à la Chambre par M. Jamais, le 25 juillet 1890 et promulguée le 27 juillet de la même année. Cette dernière a trait à la réglementation fiscale des vins de raisins secs et si nous croyons devoir en faire mention ici, c'est uniquement pour ne pas encourir le reproche d'en ignorer l'existence. Au contraire, comme l'a, à maintes reprises, affirmé M. Griffé, lui-même, avant la promulgation de la loi du 14 août 1889 et de celle du 11 juillet 1891, ces deux lois sont uniquement des lois de droit commun, d'hygiène et de loyauté commerciale. Elles ont donc un but opposé à celui des lois de 1816 et de 1890, elles se réfèrent à l'histoire de la répression des falsifications, altérations frauduleuses et préjudiciables des vins vendus, qui est le sujet même de la présente étude.

A l'époque de la promulgation des lois de 1851 et de 1855, quel était l'état du vignoble français et la situation du commerce des vins notamment au point de vue de l'exportation et des traités de commerce? Le vignoble français était en plein rapport et les maladies qui l'éprouvent aujourd'hui, n'avaient pas encore fait leur apparition. La consommation des vins était considérable, non seulement en France, mais aussi à l'étranger; l'exportation de nos produits étant favorisée par les traités de commerce, qui, au principe de la protection à outrance, avaient substitué celui de la libre circulation, si propice au développement du commerce et de l'in-

dustrie, que le système du protectionisme, au moyen des tarifs prohibitifs paralyse et finit par étouffer sous prétexte de les protéger contre la concurrence étrangère.

Mais la fraude n'a pas besoin d'être stimulée par le haut prix du vin; elle n'est pas désarmée non plus par l'abondance de la vendange; partout et toujours elle trouve une prime considérable dans la différence du prix des matières falsifiantes avec le prix de matières falsifiées.

C'est dans ce siècle et particulièrement dans la seconde moitié que la fraude, profanant les conquêtes de la science, fondant de véritables manufactures, a pris des proportions effrayantes. On l'a fait remarquer, le centre de la production vinicole a été déplacé, et, chose étrange, de naturel, il est devenu artificiel. Il n'est plus seulement au centre et au midi de la France, ou en Algérie, il se trouve aujourd'hui aux environs de Paris, ou se groupent de nombreuses et importantes fabriques de vins (1).

Juxtaposées à l'article 423 du Code pénal, les lois de 1851 et de 1855 punissent des peines qu'édicte cet article la vente des substances alimentaires falsifiées, lors même que la falsification n'irait pas jusqu'à absorber et à effacer la nature des marchandises.

Le fait de falsification, de fabrication, tombe sous la sanction de la loi comme source, comme complicité

(1) Le plan de cette étude ne nous permet pas d'entreprendre l'énumération et encore moins la description des procédés habituels de falsification des vins et des divers moyens grâce auxquels on parvient à les découvrir. Cette question trouve sa place dans des ouvrages spéciaux, comme celui de MM. Chevalier et Macaire. — Voir *infra*, au chapitre VI, l'index bibliographique.

primordiale de toutes les ventes frauduleuses qui en sont la suite.

Les peines édictées procèdent d'idées distinctes : les amendes infligées au falsificateur, et dont le montant rentre dans le domaine souverain d'appréciation du juge du fait, apporteront une perturbation dans ses calculs en diminuant ou même en absorbant complètement les bénéfices qu'il attendait ; des mesures de publicité habilement comprises livrent à la honte le délit et cherchent à le prévenir par la crainte de la honte : le nom du coupable est porté à la connaissance de tout venant, la marchandise adultérée est répandue, diffusée à proximité du lieu du délit ; cette dernière peine présente un double avantage : elle met en garde les consommateurs contre les procédés déloyaux du délinquant ; elle cause à celui-ci un préjudice mérité. Enfin, la peine de l'emprisonnement pourra être infligée pour une durée, plus ou moins prolongée suivant les circonstances.

Le législateur n'a d'ailleurs pas cru devoir conserver une autre pénalité, qui était cependant admise précédemment l'interdiction du négoce, prononcée par le juge. Cette peine a paru outrepasser les limites de la sévérité permise, car, dans certains cas, elle pourrait entraîner la ruine du marchand coupable, et, d'autre part, il a semblé que parfois elle serait d'une exécution difficile, notamment dans les cas où le condamné se réfugie derrière un prête-nom, ce qui arriverait maintes fois dans la pratique.

On voit dans l'article 11 *in fine* du décret du 15 décembre 1813 que le préfet de police avait le droit de prescrire par une ordonnance, la fermeture des établis-

sements poursuivis. M. Riche, rapporteur de la loi de 1855, disait à ce sujet : « Les dispositions prononçant la fermeture de l'établissement en cas d'abus ne paraissent pas avoir résisté à l'action des principes généraux sur la liberté de l'industrie. » Et il n'est pas inutile de rappeler, pour épuiser définitivement cette question, que dans la discussion de la même loi, M. Dalloz, ayant proposé de donner aux Tribunaux la faculté de prononcer contre le falsificateur l'interdiction du négoce, son amendement fut combattu par le rapporteur : « La Commission, disait celui-ci, n'a pas cru devoir briser l'industrie d'un homme que la punition aura peut-être amendé. » La proposition de M. Dalloz ne fut pas même soumise au corps législatif; elle fut enterrée. Le législateur a ainsi manifesté clairement son intention de s'opposer à l'interdiction du commerce qu'avait sanctionnée le décret de 1813. Ce serait mal servir ses vues que d'en proposer le rétablissement aujourd'hui.

SECTION II

Des causes d'aggravation et d'atténuation des peines

Deux causes peuvent dans le système, que nous étudions, apporter des aggravations à la culpabilité de l'agent : d'abord, la récidive, qui dénote de la part du délinquant la persistance dans la volonté d'enfreindre la loi pénale ; elle démontre de plus l'insuffisance relative

du premier châtiment infligé pour le corriger. Une condamnation suivie d'une rechute établit donc, dit M. Garraud, chez le délinquant une culpabilité spéciale, motivant une aggravation ou une modification de la peine du délit commis en récidive. On ne saurait discuter que le degré de culpabilité spéciale de l'agent s'élève lorsque les deux infractions sont de même nature. L'habitude criminelle dépend bien, comme le fait observer l'éminent criminaliste, de la ténacité, de la persistance mise par le délinquant à enfreindre la loi pénale.

Sur ce point, le législateur de 1851-1855, s'est conformé à l'esprit des lois anciennes et de celle du 30 décembre 1791 : les peines peuvent être aggravées lorsque la récidive a démontré l'insuffisance des premiers avertissements donnés.

Dans cette première hypothèse, on se trouve en présence d'un cas de récidive spéciale — quin'existe, ainsi que l'explique M. le professeur Garraud, que lorsque le fait délictueux est commis après une première condamnation pour un autre fait identique ou tout au moins similaire.

Mais si le délinquant est poursuivi sous l'inculpation de falsification pour la première fois, bien qu'il ait déjà subi une ou plusieurs condamnations pour des délits d'une autre nature, il se trouvera dans le cas de récidive générale et tombera sous l'application des dispositions du Code de 1810.

La seconde cause d'aggravation de peine, que nous avons prévue, provient du caractère nuisible reconnu au produit adulteré. Il n'y a pas lieu, nous l'estimons

du moins, d'insister davantage ici sur ce point.

Les peines peuvent être mitigées sous l'influence des circonstances atténuantes, et la bonne foi du prévenu doit être admise lorsqu'elle est vraisemblable. C'est ainsi qu'il résulte des travaux préparatoires que le législateur ne s'est nullement proposé d'atteindre de ses rigueurs et de frapper de ses peines « les mélanges ou coupages que réclament la conservation, la clarification de la boisson, son appropriation au commerce ; ceux que justifient les habitudes locales reconnues, ou que la science peut enseigner dans un but légitime. Jamais on ne les confondra avec les mixtions destinées à tromper l'acheteur par des apparences mensongères ».

En outre, et d'après les principes généraux du droit pénal, toute culpabilité disparaîtrait si le délit peut être considéré comme étant le résultat d'un accident, si tout *bonus paterfamilias* eût pu, dans des circonstances analogues, se trouver dans la même ignorance ou tomber dans la même erreur ; en un mot, si aucune faute ne peut être reprochée au contrevenant.

Enfin, s'inspirant des principes qui, en matière de vol, d'escroquerie, etc., assimilent la tentative au fait accompli, reconnaissant combien il est difficile de saisir le moment fugitif de la vente ou de constater l'identité de l'objet après le déplacement, cherchant enfin à prévenir la consommation de la fraude, sans faire grâce à celui qui n'attend que l'occasion de la commettre, la loi frappe indistinctement et la mise en vente et la vente elle-même. Le bien fondé d'une telle disposition est tellement évident, que tout commentaire en serait superflu.

En résumé, la loi du 27 mars 1851, rendue applicable aux boissons par celle du 5 mai 1855 punit : 1° la falsification des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, destinées à être vendues ; 2° la vente ou la mise en vente de denrées alimentaires ou médicamenteuses que le détenteur sait être falsifiées ou bien corrompues.

SECTION III

Absence de dispositions préventives. — Critiques

Nous nous sommes jusqu'à présent attachés à énumérer les diverses solutions, que le législateur de 1851 a données aux questions, que soulève le problème de la répression des falsifications, en louant sans réserve celles qui, selon nous, s'imposaient d'elles-mêmes, en justifiant les autres. Nous voulons jusqu'au terme de notre carrière, continuer à exposer notre opinion sans déguisements ni circonlocutions, sans fards et sans apprêts, toute nue enfin, et, quand bien même nous devrions pâtir de notre rude franchise ; lors même que nous nous exposerions ainsi à nous aliéner des sympathies qui nous sont chères et auxquelles nous attachons le plus haut prix.

Dans leur ensemble, les dispositions de la loi de 1851 encourent une critique, qui revêt un caractère de gravité exceptionnelle lorsqu'elle s'adresse à une loi de répression : elles ne préviennent pas le délit. Elles ne saisis-

sent que le fait accompli, n'édicte aucune précaution, aucune règle pour prévenir la tromperie, l'empêcher de se produire. Aucune de ces dispositions n'a, disons-nous, pour but spécial de prévenir efficacement l'acheteur et de le mettre en garde contre les supercheries de la fraude. On regrette de ne pas trouver, dans la loi de 1851, des pénalités spécialement édictées pour les actes purement préparatoires du délit de falsification, comme la détention, de la part du marchand, des matières premières propres à la perpétration du délit de falsification.

Toutefois, ce n'est pas à dire que les lois de 1851 et 1855 ont manqué le but qu'elles se proposaient d'atteindre. Les statistiques judiciaires nous apprennent en effet que, depuis leur promulgation, les Tribunaux ont eu à connaître d'un nombre considérable d'affaires de falsification et que les condamnations prononcées ont dans une large mesure donné satisfaction aux nombreux intéressés.

Mais, il faut le reconnaître, l'exemple qui provenait des peines infligées aux délinquants, ne constituait qu'un moyen préventif, dont l'insuffisance et même l'inefficacité s'accusaient de jour en jour davantage. Les réclamations réitérées des Parquets ne cessaient d'appeler l'attention de la Chancellerie et des pouvoirs compétents sur cet état de choses si funeste à la prospérité commerciale. A ces critiques si justes et si fondées, les partisans de la loi de 1851 et de celle de 1855, les défenseurs du *statu quo*, répondaient en montrant le décret de 1813.

Le décret du 15 décembre 1813 punissait pour les

vins les actes préparatoires de la falsification, mais dans l'enceinte de la ville de Paris seulement.

Il résulte de ce décret, que chez les marchands de vins parisiens, la présence de matières ou produits destinés à falsifier le vin constitue à elle seule : une contravention si le résultat de la falsification ne doit pas être nuisible à la santé ; un délit, si les matières falsifiantes sont de nature à altérer la santé du consommateur. Dans le premier cas, la peine serait de 6 à 10 francs d'amende et au besoin de trois jours au plus d'emprisonnement (articles 575, § 6, et 476 du Code pénal). Dans la seconde hypothèse, la condamnation à prononcer varierait pour l'emprisonnement entre six jours et deux ans, et pour l'amende, entre 16 et 500 fr. (art. 318 du Code pénal).

Mais l'argument ne porte pas : les articles 318 et 475, § 6, de notre Code pénal sont aujourd'hui abrogés, ainsi que cela résulte des lois de 1851 et de 1855. L'article 11 du décret du 15 décembre 1813 demeure donc aujourd'hui sans application, malgré l'opinion contraire de M. Blanche, qui a soutenu envers et contre tous et s'est efforcé de démontrer que ce décret était encore en vigueur, par cette seule et unique raison que la loi de 1855 ne l'abroge pas formellement, et qu'elle n'a rien d'inconciliable avec ses dispositions (1).

Cette lacune, qui n'était pas spéciale à la matière des vins, puisque la loi du 1^{er} avril 1851 s'applique dans sa généralité à toutes les denrées alimentaires ou

(1) Voir, pour de plus amples renseignements sur la question, Blanche : *Études sur le Code pénal*, t. VI.

médicamenteuses, n'a pas échappé à la vigilance du législateur, dont l'attention a été au reste attirée, comme nous le disions plus haut, par les doléances géminées des juridictions de répression dont l'action se trouvait par là même paralysée en maintes circonstances. Le législateur s'est mis à l'œuvre et durant ces dernières années plusieurs lois nouvelles ont été promulguées dans le but que nous venons de signaler.

Deux dispositions législatives ont été votées, que nous mentionnons ici en quelques mots, mais sur lesquelles nous ne reviendrons pas : les fraudes commises dans la vente des beurres ont été réprimées par la loi du 7 février 1887 ; les tromperies très fréquentes dans les ventes d'engrais sont punies par une loi du 16 janvier 1888.

Ces deux lois ont un objet commun : elles tendent à obliger le vendeur à indiquer d'une façon formelle et sous des dénominations spéciales les marchandises vendues. Prévenir, pour la rendre plus rare, la confusion entre deux denrées ou produits de nature différente, mais cependant faciles à confondre, telle est la portée de ces deux lois. Or, à qui incombe l'obligation d'empêcher cette confusion, sinon au vendeur, qui paraîtrait mal fondé à exciper de son ignorance de la nature des produits, faisant l'objet de son négoce. Ainsi l'a jugé le législateur, on ne peut que lui décerner des louanges à ce sujet. Le vendeur, qui n'instruit pas son acheteur, est coupable. Aux regards de la loi, le délit n'existe pas seulement lorsque la tromperie est consommée, c'est-à-dire lorsque le contrat est conclu par l'échange des consentements à la suite de l'accord

intervenu entre les parties sur la chose et sur le prix, mais bien s'il néglige de se conformer aux prescriptions légales, qui n'ont pas d'autre but que d'avertir l'acheteur et de le prémunir.

Mais arrêtons définitivement là ces notions préliminaires, pour aborder notre important chapitre IV, consacré à l'examen de la législation, telle qu'elle est appliquée actuellement.

CHAPITRE QUATRIÈME

Les Lois Griffe. — La loi du 7 avril 1897

Dans la séance du 27 juillet 1886, à l'Académie de médecine de Paris, M. le docteur Brouardel donnait du vin la définition suivante : « Le vin n'est pas, disait l'éminent professeur, une simple dissolution d'alcool plus ou moins concentré dans de l'eau ; c'est un aliment. Il l'est surtout par les acides, les sels, les phosphates qu'il renferme. . . L'alcool qu'il contient peut procurer une excitation plus ou moins passagère ; mais, ce qui fait du vin un aliment, c'est que les substances que je viens de citer, une fois ingérées, s'assimilent et entrent dans la constitution du corps humain. »

Le vin naturel, le vin de raisins frais renferme donc un grand nombre d'éléments variés dans des proportions définies, qui pénètrent dans notre organisme pour le nourrir, le fortifier, l'assainir, etc. Ainsi, il apparaît clairement que les vins artificiels, en supposant qu'un chimiste habile et consciencieux puisse faire entrer dans leur composition les éléments si nombreux dont nous venons de parler, ne posséderont jamais les qua-

lités bienfaisantes qui font rechercher le vin de raisins frais tel que la nature l'a produit.

Il importait donc, en dehors de toute idée de fraude et de falsification malsaine, de faciliter à l'acheteur la distinction des vins de raisins frais d'avec ceux qui proviennent de raisins secs ou de sucre. C'est la tâche que se sont imposée les législateurs de 1889 et de 1891.

SECTION I

Economie des lois de 1889 et 1891. — Critique

Quoi qu'en aient pu dire certains auteurs, il semble que les Tribunaux soient suffisamment armés par l'article 423 du Code pénal, combiné avec les lois de 1851 et de 1855 pour réprimer, parmi les falsifications de vins, celles qui proviennent de la tromperie sur la qualité de la chose vendue. Aussi, le législateur de 1889 ne se propose-t-il pas de rechercher quelles mesures il conviendrait d'édicter pour protéger l'hygiène publique compromise par l'addition d'alcool de qualité inférieure dans les vins que nous recevons d'Italie et d'Espagne. Son œuvre n'a qu'une portée spéciale et restreinte : il s'efforce de défendre dans la mesure du possible le consommateur et le producteur de vins, en partant de ce principe que le vendeur doit être tenu de livrer à l'acheteur la marchandise vendue sous son nom véritable, de façon à rendre toute confusion impossible. La loi du

14 août 1899 apparaît ainsi, à l'opposé de celles de 1851 et de 1855, comme essentiellement préventive.

D'après la loi Griffe, il y a lieu de distinguer trois catégories de vins; tout liquide qui n'appartient pas à l'une de ces catégories n'est pas du vin, mais une boisson falsifiée, tombant sous l'application des lois de 1851 et de 1855. Ces trois variétés de vins sont : le vin de raisins frais; le vin de raisins secs; le vin de sucre. Le fabricant, marchand qui met en vente du vin de la première catégorie, n'est pas tenu de faire de déclaration spéciale : il vend du vin, simplement; il l'expédiera comme vin, avec un acquit blanc. Mais il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de vins de raisins secs ou de sucre; le vendeur est obligé de déclarer en termes exprès et formels la composition du produit, sous peine de se rendre coupable du délit de falsification par tromperie sur la qualité de la marchandise.

L'idée du législateur est parfaitement bonne : l'obligation où il place le fabricant de vins ou le détaillant de vendre sous la qualification, qui convient à leur composition, les vins de sucre et les vins de raisins secs, constitue pour le consommateur la plus sûre des garanties sur la nature de la chose vendue. L'acheteur de vins de raisins secs ou de sucre est prévenu que le vin qu'il achète est incomplet, insuffisamment nutritif; que ce n'est donc en réalité qu'une piquette de qualité inférieure dépourvue de chaleur généreuse; qu'en conséquence il ne devra pas espérer de sa consommation les effets réconfortants d'un vin naturel, mais qu'il ne faut pas non plus le payer le même prix. Or, il est incontestable que la personne la mieux qualifiée pour fournir

ces indications, c'est le vendeur qui sait ou est tenu de savoir la composition de ses denrées (1). Celui-ci paraît trait du reste mal fondé à se plaindre de la rigueur de la loi. On ne lui demande, en somme, qu'une indication que la loyauté commerciale lui commandait impérieusement de fournir, et cela spontanément, même en l'absence de toute injonction du législateur.

Il n'est pas inutile de faire remarquer en outre qu'une telle déclaration a déjà été imposée par le législateur pour plusieurs autres substances alimentaires, dont la consommation présente des caractères analogues à celle du vin, c'est-à-dire que ces denrées sont des aliments de première nécessité, absorbés dans des proportions considérables par les classes laborieuses. C'est ainsi que les sirops, qui ne sont pas composés de sucre pur, doivent être placés sous une étiquette indiquant qu'ils sont produits de fantaisie; de même, les beurres factices; de même, les laits écrémés. Mais, si les producteurs de sirop, de beurre et de lait se sont conformés, sans protester à la nouvelle prescription que le législateur a cru devoir leur imposer pour la sauvegarde d'intérêts supérieurs, il n'en a pas été de même pour les marchands de vins. Ceux-ci par l'intermédiaire de députés et de sénateurs influents, ont combattu avec l'énergie du désespoir la proposition de l'honorable M. Griffé, et parmi les arguments qu'ils jugeaient déci-

(1) La loi impose à tout vendeur l'obligation d'indiquer la nature exacte du liquide vendu en se faisant délivrer des acquits-à-caution de couleur différente suivant les cas. Le récipient contiendra la mention de son contenu.

sifs pour le succès de leur résistance, on peut rappeler les suivants. Un des membres les plus en vue du Cabinet Waldeck-Rousseau, M. Millerand, qui s'était déclaré l'adversaire irréductible de la proposition de loi, lui adressait le reproche de sacrifier aux intérêts particuliers de quelques producteurs du Midi et de la Bourgogne, les intérêts généraux du commerce ; à l'appui de ses déclarations, il donna lecture des conclusions d'un rapport du comité central des Chambres syndicales de France ainsi conçues : « En résumé, nous considérons la loi Griffe comme ne pouvant être mise à exécution à cause des difficultés que rencontrerait la Régie dans son application. Nous la considérons comme une mesure vexatoire, destinée à entraver la rapidité des transactions commerciales. Nous la considérons comme pouvant exposer les commerçants à des condamnations prononcées sur le dire de certains chimistes, dont les méthodes d'analyse ne présentent pas un caractère suffisant de certitude. Nous la considérons comme allant à l'encontre des intérêts des viticulteurs qu'elle prétend protéger, en ce sens que les marques apposées sur les fûts discréditeront nécessairement les vins français dans notre pays et à l'étranger. Nous la considérons enfin comme inutile, attendu que les Tribunaux sont suffisamment armés par les lois existantes pour punir les fraudes qui se produiraient. En conséquence, nous vous proposons de vous prononcer pour le rejet d'une loi dont le but unique est de réprimer des abus qui disparaîtront par la force des choses dans un avenir peu éloigné, à l'époque où, par le fait de la reconstitution des vignobles, la production de la France sera redevenue ce qu'elle était

avant l'apparition du phylloxéra et des autres maladies de la vigne. »

Ces griefs constituent un véritable réquisitoire contre la proposition de loi Griffé, puisqu'à l'énumération des charges relevées contre elle succède une demande formelle de condamnation. Est-il nécessaire d'ajouter que, malgré l'autorité et la compétence de ceux qui les formulent, ils sont dénués de fondement sérieux? En quoi, par exemple, la mention « vin de raisins secs » ou celle de « vin de sucre » peut-elle porter atteinte à la réputation d'honorabilité du commerçant auquel on l'impose? De ce seul fait qu'il vend des vins de qualité inférieure de son propre et loyal aveu, on ne peut pas tirer cette conséquence qu'il ne tient pas également à la disposition de sa clientèle des vins de raisins frais, exempts de tout mélange et offrant les qualités qu'on est en droit d'exiger d'un bon vin. Cette objection, du reste, comme celles qui la précèdent ou la suivent, ne résiste pas longtemps à un examen impartial et approfondi.

Quant au dernier argument invoqué par les adversaires de la loi de 1889, il est permis de le qualifier de puéril : la reconstitution du vignoble français va, dit-on, d'ici à peu d'années, jeter sur les marchés une telle quantité de vins naturels de raisins frais que les prix subiront une réduction importante, et que, par voie de conséquence, les fabricants de vins artificiels ne trouveront plus les bénéfices qu'ils escomptent et seront amenés par la force même des choses à renoncer à leur industrie. Mais, en premier lieu, pour que cet âge d'or arrive, il serait nécessaire que les nouvelles vignes fussent

indemnes de toute maladie. Or, l'expérience a déjà prouvé que, malheureusement, il n'en était rien. Et les ravages causés par les gelées tardives, les grêles, les ouragans, ne sont-ce pas là autant de causes impossibles à empêcher, et qui viendront jeter la perturbation dans les marchés et produire des hausses, tandis que les raisins de Turquie et d'Italie, les sucres nécessaires aux vins continueront à être livrés à des prix d'un bon marché rendant irrésistible la concurrence des fabriques de vins de seconde catégorie.

Toutefois, l'impartialité nous fait un devoir de reconnaître que, parmi ces critiques, pour la plupart injustifiées, il en est une qui met à nu, non pas une imperfection de la loi Griffé, qui, ainsi que nous l'avons déjà dit, constitue une œuvre de valeur parce qu'elle part d'un principe très simple et très juste, mais le côté délicat est resté sans solution vraiment acceptable jusqu'à ce jour : nous voulons parler de la difficulté que présente la mise à exécution pratique de la loi. L'auteur de la proposition, M. Griffé, proclamait lui-même, en le regrettant, qu'il n'y avait pour le moment aucune méthode permettant de contrôler la présence du raisin sec (1). Comme l'indiquaient les adversaires de la proposition, l'Administration de la Régie s'est trouvée dans le plus grand embarras pour faire l'application des dispositions légales, car la chimie n'offre pas de procédés permettant d'établir une distinction absolue

(1) Au Conseil général de l'Hérault, dont il était président, M. Griffé fit voter un prix destiné à récompenser l'inventeur d'un procédé certain pour déceler le raisin sec.

entre le vin de raisins frais et celui de la seconde catégorie.

Le Congrès international de chimie tenu à Paris, en 1889, formulait la déclaration suivante : « Dans l'état actuel de la science, il n'existe pas de procédé certain permettant d'affirmer la présence du vin de raisins secs. » Aucune découverte récente n'ayant permis de remédier à cette lacune de la chimie, on est autorisé à considérer comme exacte cette déclaration. M. Desmoulins (1) donne sur la question l'appréciation suivante, elle est digne d'être rapportée, non seulement parce qu'elle éclaire notre étude, mais principalement parce qu'elle émane d'un spécialiste dont la compétence, en cette matière, est incontestée.

« Reconnaissant l'impuissance du chimiste, et des méthodes scientifiques, on se rabat sur l'expert dégustateur dont l'appareil organoleptique doit surmonter toutes les difficultés.

« Ceux qui ont l'habitude de la dégustation seront un peu surpris, mais cependant le fait est absolument exact. Un commerçant a comparu en police correctionnelle sous la prévention de livraison d'un coupage contenant du vin de raisins secs. L'analyse pratiquée par le Laboratoire municipal ne donnait que de très vagues indications à cet égard, mais un expert dégustateur, attaché à l'établissement, a soutenu qu'il était on ne peut plus facile, au simple goûter, de reconnaître la présence du vin de raisins secs dans un mélange, à quelque dose que ce soit, que l'examen chimique était

(1) Voir le *Moniteur vinicole* du 10 avril 1889.

inutile et qu'il était absolument sûr de son fait.

« Nous qui, depuis de longues années, nous sommes particulièrement consacré à l'étude de la dégustation, qui avons examiné avec soin les phénomènes qui président à son rôle dans l'appréciation des vins, nous qui avons été appelé dans nombre de concours et d'expositions comme membre du jury, qui avons eu à examiner des quantités considérables de vins de toutes sortes, et qui, enfin, par une pratique souvent répétée, savons au juste les services que peuvent rendre le nez et la bouche, nous trouvons bien osées les affirmations du dégustateur du Laboratoire municipal.

« Certes, il est facile de distinguer un vin de raisins secs pur d'un vin de raisins frais; il peut encore y avoir quelques doutes, quelques présomptions, lorsqu'il s'agit d'un vin de raisins secs dans lequel on a versé un peu de vin de vendange fraîche, mais il est bien hardi celui qui prétend retrouver dans les vins de coupage tels que ceux vendus à Bercy sous le nom de « vin de soutirage » l'addition des vins de raisins secs...

« On a bien constaté que les vins de raisins secs ont, en général, une saveur légèrement douceâtre, mais ce n'est que lorsqu'ils sont purs ou à peine additionnés de vins de raisins frais que celle-ci peut-être aperçue. Autrement, elle demeure masquée aux organes gustatifs les plus fins. D'ailleurs, comment prendre cette douceur comme critérium, lorsque des vins de vendange absolument authentiques peuvent présenter la même particularité et la communiquer à toute une opération. Il suffit pour cela qu'un vin incomplètement fermenté à la cuve, contenant par conséquent encore un peu de

sucre indécomposé, soit introduit dans le coupage. Aucune appréciation ne saurait donc être appuyée sur une base aussi incertaine. »

De nombreuses décisions judiciaires de date récente viennent confirmer cette impuissance à découvrir la fraude et les difficultés que présente l'application de la loi aux contrevenants.

Deux ans après sa promulgation, la première loi Griffe était complétée par une seconde loi Griffe, appelée aussi loi Brousse. Mais ces modifications n'eurent pas lieu sans de longues discussions devant les deux Chambres, au cours desquelles la loi de 1889 faillit succomber. Un député, M. Jacques, reproduisant les griefs dont nous avons parlé plus haut, demandait son abrogation pure et simple. Les Chambres ne crurent pas devoir se rallier à cette dernière proposition et un nouveau texte fut adopté pour compléter l'ancien et le corriger sur certains points de détail, tout en le conservant avec ses conséquences naturelles.

Ainsi, le législateur de 1889 avait distingué trois catégories de vins : selon que la boisson provenait de la fermentation de raisins frais ou de celle de raisins secs avec de l'eau ou de la fermentation du marc de vendange avec du sucre et de l'eau. Mais il avait omis d'indiquer quelle était la condition à faire aux raisins frais fermentant avec de l'eau sans addition de sucre. Cette omission du législateur du 15 août 1889 n'avait pas manqué de susciter de nombreux conflits entre la Régie et le commerce, notamment à Paris : on discutait sur la qualification à donner à ce produit. L'appellerait-on vin comme le proposaient les marchands? — A

cette prétention, la Régie répondait négativement, en se basant sur ce que, aux termes de la loi de 1889, la dénomination de vin était réservée exclusivement au produit de la fermentation des raisins frais; et, d'après cette Administration, la boisson litigieuse ne méritait pas d'autre qualification que celle de piquette et ne devait circuler que sous un titre spécial. On se représente aisément combien furent vives les protestations du commerce. Il est bon d'ajouter que la Cour suprême, dans plusieurs arrêts, vint apporter l'appui de sa haute approbation à la théorie de l'Administration.

Mais de ce qu'une loi est d'une application malaisée on ne saurait conclure qu'elle ne mérite pas d'être prise en considération et qu'elle doit être rejetée comme vexatoire, inutile ou même dangereuse. Il semble, au contraire, qu'il faut l'appliquer à la répression des abus qu'elle vise et attendre que les progrès de la science, favorisés par les travaux incessants des savants, et les circonstances apportent de nouveaux éléments susceptibles de favoriser l'œuvre de la Justice.

Le législateur de 1891, pour mettre un terme à l'incertitude, que nous avons signalée, décida que le produit de la fermentation des raisins frais avec de l'eau dans quelque proportion que ce soit devait être désigné sous la rubrique : vin de raisins secs ou vin de sucre.

SECTION II

Le plâtrage des vins est-il une falsification ? (1)

Dans un autre ordre d'idées, cette loi interdit le plâtrage, au-delà d'une certaine proportion, qui est de deux grammes par litre.

L'importance de la question du plâtrage des vins nous oblige à ouvrir ici une parenthèse, qui nous fera dévier du plan général que nous nous sommes imposé dès le début de cette étude et qui consiste à ne nous attarder à aucun détail spécial aux diverses variétés de fraudes auxquelles se prête le commerce des vins, mais bien à parcourir à la suite du législateur les étapes successivement franchies dans la voie de la répression des falsifications, pour essayer d'en dégager les traits caractéristiques au point de vue juridique.

Le plâtre produit sur le vin, dans lequel on le jette, un double effet : il contribue à hâter son dépouillement et lui donne un ton éclatant qui se conserve. L'opération, qu'on appelle plâtrage des vins, a été pratiquée dès la plus haute antiquité dans les pays de production de vins et notamment dans les centres du midi de la France.

(1) Sur cette question du plâtrage des vins, voir un arrêt de Paris, 18 mars 1870, dans Sirey 1870, 2,321, avec la note de M. Caillemer, publiée *in extenso* dans le *Bulletin de la Société de statistique de l'Isère*. Cette note contient une remarquable dissertation sur la législation en vigueur et les réformes à introduire.

Depuis quelques années, il a été reconnu que cette opération devait être effectuée avec une certaine modération sous peine d'occasionner dans l'organisme une irritation qui se traduit dans la plupart des cas par un flux de ventre, sans préjudice d'accidents plus graves, sous peine, en un mot, de devenir dangereuse (1). Dès la seconde moitié de ce siècle, les circulaires ministérielles se succédèrent nombreuses pour régler cette question, en déterminant la quantité maxima de sulfate que devaient contenir les vins. Les difficultés d'application rendirent nécessaires les fréquentes interventions administratives qui ne laissèrent pas que d'amener une incohérence regrettable dans cette matière (2). Il en était résulté un régime d'incertitude et de provisoire gênant au suprême degré pour les transactions et singulièrement nuisible à la viticulture et au commerce. Le législateur de 1891 en tranchant définitivement cette question a mis fin à bien des difficultés.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 11 juillet 1891, il est défendu de vendre, de mettre en vente ou de livrer des vins plâtrés contenant plus de deux grammes par litre de sulfate de potasse ou de soude.

La violation de cette prescription constituerait le délit de falsification puni par la loi. Et d'autre part,

(1) Consulter, sur cette question, Briand et Chaudé, *Traité de Médecine légale*, 9^e édition, page 778 et suivantes.

(2) Voir : circulaires du Garde des Sceaux du 27 juillet 1858 et du 27 juillet 1880, connue sous le nom de circulaire Cazot — et circulaires des 18 août et 26 septembre 1890.

au point de vue civil, l'acheteur pourrait demander la résiliation du contrat. Nous transcrivons ici un arrêt de la Cour d'appel de Paris, rendu à la date du 18 mai 1870, au profit de l'hospice de Brie-Comte-Robert : « Considérant, dit la Cour, que le cahier des charges indiquait la nature du vin naturel à livrer, que les termes du cahier des charges, le caractère particulier de la fourniture destinée à la consommation d'infirmes ou de vieillards indiquaient nécessairement l'obligation de livrer du vin naturel, pur de toute substance étrangère capable d'en altérer ou d'en modifier en quoi que ce soit la propriété ou les qualités constitutives : que du rapport des experts, il résulte que le vin livré avait subi la manipulation connue sous le nom de plâtrage ; qu'il contenait en outre, dans une certaine proportion, une matière colorante étrangère à la composition naturelle du vin ; que vainement allègue-t-on que l'usage de plâtrer le vin serait devenu presque général dans quelques départements du midi de la France, et notamment dans l'Hérault, que cet usage, fût-il universel et même toléré par l'Administration supérieure, il ne s'ensuivrait pas que l'addition du plâtre dans le vin ne constituerait pas un élément étranger à ses propriétés naturelles ».

L'acheteur pourrait également repousser la demande en paiement du prix formée par le vendeur pour ce motif que celui-ci n'a pas exécuté le contrat conformément aux intentions des parties. L'acheteur opposerait alors *l'exceptio non adimpleti contractus*,

SECTION III

Théorie de l'*exceptio non adimpleti contractus* ; son application en matière de plâtrage

L'exceptio non adimpleti contractus existe dans notre droit français, d'abord pour des raisons de principe : le droit de résolution s'étend à tous les contrats ; on doit pouvoir, sans aller jusqu'à la résolution, arrêter partiellement les effets du contrat ; le droit de résolution étant général, il semble que le droit d'exception doive l'être autant, sinon davantage ; d'autre part, cette exception existe pour une raison tirée du texte même du Code civil au titre de la vente.

Mais des difficultés se sont élevées au sujet de la détermination du champ d'application de cette exception *non adimpleti contractus*. On a le regret de constater que les jurisconsultes les plus autorisés et ceux dont les œuvres figurent dans les bibliothèques universitaires, ne fournissent aucune indication sur cette question (1).

L'explication de ce silence n'est point malaisée à trouver : jusqu'à ces dernières années, la jurisprudence était assez pauvre en décisions relatives à l'exception qui nous occupe, parce qu'au lieu d'opposer cette

(1) Les opinions et idées que nous présentons sur *l'exceptio non adimpleti contractus* sont tirées de notes prises par nous au cours très attachant de droit civil professé à la Faculté de Lyon, pendant l'année scolaire 1898-1899, par M. Martin.

exception, les acheteurs déposaient des conclusions tendant à faire prononcer la résolution de la vente; et, dès lors, les auteurs estimaient non sans raison qu'il est inutile, quelquefois même dangereux, d'échafauder des hypothèses théoriques et restant en dehors du domaine de la pratique.

Dans les législations modernes les plus récentes, et particulièrement dans le nouveau Code civil allemand de 1900, une place importante est faite à l'*exceptio non adimpleti contractus*.

L'*exceptio non adimpleti contractus* se rencontre dans deux séries de faits différents, que nous reproduisons dans les hypothèses suivantes :

A. — Un vendeur, que nous appellerons *Secundus*, sans avoir lui-même exécuté l'obligation pesant sur lui par suite du contrat, actionne en paiement l'acheteur qui est *Primus*. Nous nous trouvons en présence de l'exception proprement dite. Comment va se régler la question de preuve? A qui incombera le fardeau de la preuve? On fera application du principe : *actori incumbit probatio*.

B. — *Secundus* a exécuté l'obligation, mais d'une façon plus apparente que réelle; en un mot, cette exécution n'a pas été satisfactorie. *Secundus* a vendu du vin, qu'il a déclaré plâtré, mais seulement dans les proportions admises par la loi, soit deux grammes par litre, et, en réalité, cette proportion est dépassée. Dans ces conditions *Primus*, l'acheteur, refuse d'exécuter son obligation de payer le prix, ni complètement, ni partiellement, en invoquant l'*exceptio non adimpleti contrac-*

tus. — Voir : Cassation 1^{er} décembre 1897, dans Dalloz, année 1898, 1, 89.

C'est dans cette seconde hypothèse, que surgissent les difficultés pour la détermination de la nature juridique de l'exception opposée par l'acheteur.

Le vendeur a exécuté le contrat au moins en apparence ; on ne peut donc pas reconnaître à l'acquéreur une *exceptio non adimpleti contractus* proprement dite. Mais d'autre part, le créancier n'est pas tenu de se contenter d'une exécution imparfaite, articles 1243-1244.

Dans une telle occurrence, on reconnaît au créancier le droit d'opposer l'*exceptio non rite adimpleti contractus*. Quelle est l'étendue d'application de cette exception ? Serait-elle aussi vaste que l'exception proprement dite, qui est, cela est incontesté, absolument générale ? Convierait-il au contraire, de distinguer suivant les différents cas d'inexécution ?

M. le professeur Martin, au cours duquel nous avons trouvé d'intéressants documents sur cette question encore peu explorée, n'hésite pas à affirmer, qu'à son avis, cette exception est absolument générale et, que, par conséquent, on peut l'invoquer quel que soit le quantum de l'inexécution, parce que, dit ce professeur, l'*exceptio non rite adimpleti contractus* n'est pas autre chose que l'*exceptio non adimpleti contractus*, avec une simple différence de terminologie.

Quelque profond que soit le respect que nous éprouvons pour les théories exposées aux cours de la Faculté, même lorsque nous ne croyons pas devoir nous y rallier, la franchise nous fait un devoir de déclarer que l'argumentation sur laquelle repose l'opinion précitée paraît

tout au moins spécieuse ; elle laisse subsister dans un esprit curieux des questions de droit une incertitude pénible, le droit exigeant, à l'instar des sciences exactes, la justification rigoureuse des solutions qu'il présente comme certaines.

Néanmoins, et ces réserves faites, nous n'hésitons pas à nous rallier à cette solution, comme étant la plus rationnelle et la seule satisfaisante en logique et en équité. Nous la préférons à l'opinion de Troplong, de M. Laurent et de la plupart des auteurs allemands, qui ont écrit sur cette question, et pour lesquels l'*exceptio non rite adimpleti contractus* se présenterait dans des conditions toutes spéciales.

D'après ces jurisconsultes, il y aurait lieu dans tout contrat synallagmatique, et notamment dans la vente, quelle que soit la nature de l'objet sur lequel elle porte, de distinguer : 1^o l'obligation d'exécuter ; 2^o l'obligation de garantir l'exécution. Lorsque le vendeur aura exécuté la première de ces deux obligations, c'est-à-dire lorsqu'il aura remis la chose en la possession de l'acheteur, celui-ci sera tenu de payer le prix ; et, pour qu'il puisse invoquer l'*exceptio non rite adimpleti contractus*, il devra faire la preuve de l'éviction, hormis le cas d'éviction, pas d'*exceptio non rite adimpleti contractus*.

Les partisans de la théorie, que nous venons de résumer en quelques lignes, la justifient à l'aide de considérations historiques, d'une valeur fort contestable, qu'ils vont puiser jusque dans le droit romain. On s'accorde à reconnaître qu'il ne peut pas être fait application des doctrines romaines à cette matière, à raison

des progrès réalisés par le droit moderne. Au surplus, si, comme le prétendent les jurisconsultes dont nous parlons, l'*exceptio non rite adempti contractus* était limitée aux cas d'éviction, cette prohibition resterait platonique, les parties ne manquant jamais de l'écarter par une clause insérée dans l'acte et qui deviendrait de style. Dans ces conditions, il semble dès lors plus logique de décider que les contractants ont voulu donner une portée générale à l'*exceptio non rite adempti contractus*, en l'étendant à toutes les causes d'inexécution de la convention.

La jurisprudence est riche en décisions, qui prouvent que l'insertion de cette clause est fort usitée, dans les achats de vins plâtrés, provenant des provinces du midi de la France et expédiés soit dans les départements du centre ou du nord, soit même à l'étranger. C'est pourquoi, nous avons cru devoir donner quelques développements à cette question, qui, nous ne nous le dissimulons nullement, eût été mieux placée au cours d'une thèse, dont le sujet serait emprunté au droit civil pur.

Pour épuiser cette question du plâtrage et bien montrer que le législateur entend envisager cette opération à un point de vue différent des autres mixtures et additions faites au vin, nous devons faire observer que les vins surplâtrés ne tombent plus sous les pénalités qu'édicte la loi de 1851 : au termes de la loi du 11 juillet 1891, ces vins ne doivent pas être confisqués. MM. Griffe, sénateur de l'Hérault, et Brousse, député des Pyrénées-Orientales, tous deux viticulteurs, tous deux représentants de départements vinicoles où la pratique du plâtrage est très répandue, savaient très bien

comme le remarque M. Desclozeaux, qu'un excès de sulfate de potasse, ne dénature pas le vin, ne le rend pas adultéré et falsifié en soi d'une manière définitive et irrémédiable, mais qu'il suffit de le couper dans la mesure voulue avec un vin non plâtré pour le ramener à la dose de sulfate de potasse permise par la loi et pour le rendre ainsi parfaitement hygiénique.

Au lieu de faire tomber les vins surplâtrés sous l'application de la loi de 1851, comme ils le font dans cas les cas de coloration artificielle, addition d'acides azotique, sulfurique, etc., les législateurs ont, pour les motifs sus-énoncés, pris soin de spécifier des pénalités particulières.

SECTION IV

Le vin de lie

Aux termes des lois que nous avons précédemment commentées, certaines substances alimentaires sont considérées par le législateur comme des « marchandises-types » c'est-à-dire que la fabrication, la simple détention dans le magasin du négociant, la mise en vente ou en circulation de ces « produits-types », doivent être effectuées dans des conditions déterminées, sous peine de délit de falsification. De ce nombre sont les sirops, le beurre, la bière et le vin de raisins frais depuis les lois de 1889 et de 1891.

Ces principes posés, examinons un genre de prépa-

ration, qui est fréquemment employé dans le commerce et qui, néanmoins, a échappé aux prévisions du législateur. C'est donc une autre lacune que nous avons à déplorer. Nous voulons parler des divers traitements auxquels on soumet la lie des vins.

Quand on décuve le vin, il n'est pas entièrement fait ; sa fermentation alcoolique n'est pas terminée ; il tient en suspension différentes matières organiques. En se reposant, le vin forme la lie. Séparer le vin de ces matières, tel est le but du soutirage qui se fait ordinairement en mars ou en avril.

Le marchand de vin mis en présence de cette masse épaisse et troublée, peut se livrer à une double opération.

S'il se contente de pressurer la lie de manière à en extraire uniquement la partie liquide, on peut affirmer qu'il ne se livre à aucune pratique coupable. Il obtient un breuvage de qualité inférieure sans doute, mais qui mérite encore la dénomination de vin et qui, par conséquent, peut être vendu sous cette désignation. En effet, ce produit est toujours un résultat de la fermentation du raisin frais ; c'est la « marchandise-type » prévue par le législateur. Dans cette hypothèse, il n'y a pas falsification.

Malheureusement, beaucoup de commerçants ne s'en tiennent pas à ce premier travail : ils s'emparent de l'extrait sec provenant de la lie et l'additionnent d'une certaine quantité d'eau et d'alcool. La lie qui contient en abondance des matières organiques et colorantes est par ce fait en quelque sorte frauduleusement « revivifiée ». Cette boisson n'est plus le produit de la fer-

mentation naturelle du raisin frais ; ce n'est plus la « marchandise-type », aux termes des lois Griffe, mais une mixture de différents éléments inventée par la fantaisie du fabricant.

Que faire alors de l'extrait sec de la lie ? Il ne peut servir qu'à une chose, à faciliter aux experts-chimistes la recherche de la falsification. Bien mieux que le vin lui-même la lie contient les substances à l'aide desquelles le fraudeur a cherché à rehausser la couleur des vins mouillés ou additionnés de « piquettes ».

En résumé, la seconde loi Griffe n'avait pas d'autre but que le complément de celle qui la précédait ; de même que celle-ci avait été surajoutée aux lois de 1851 et de 1855. Il résulte de ce fait que la loi du 12 juillet 1891 n'a pas d'histoire et que les critiques adressées à son aînée lui sont également applicables. Au reste, on a eu maintes fois l'occasion d'en faire la remarque, les lois remaniées à plusieurs reprises, édifiées par pièces et par morceaux, n'ont jamais donné rien qui vaille. Une refonte générale produira seule un monument législatif d'une réelle valeur pratique.

SECTION V

La loi du 7 avril 1897

Ces considérations, basées sur l'expérience, semblaient commander de s'abstenir de toute nouvelle disposition législative s'appliquant à la répression des falsifications des vins, et organisant quelque réforme

partielle. Le législateur en a décidé autrement, et, le 7 avril 1897, une loi, bien inutile d'ailleurs, venait augmenter celles déjà bien nombreuses qui régissent le commerce des vins. Comme les précédentes, elle vise surtout les vins de raisins secs, et les vins de marc et de sucre ; mais, destinée à enrayer la fraude, elle contribuera, au contraire, à l'accroître, car elle laisse toutes facilités à ceux qui voudront la tourner.

Les lois de 1889 et de 1891 avaient pour objet, nous l'avons montré, non pas la prohibition de la vente des vins de raisins secs ou de sucre, mais bien la réaction contre cette fraude qui consistait à vendre les vins, dont il vient d'être parlé, comme vins de raisins frais.

Les ravages causés dans le vignoble français par le phylloxéra rendaient légitime et nécessaire la production de ces vins. Mais deux causes diminuèrent progressivement leur fabrication : la reconstitution du vignoble ; les droits élevés dont on frappa les raisins secs, représentant cent pour cent de leur valeur. Un grand nombre de fabriques disparurent alors. Il fallut les mauvaises récoltes des années 1894 et 1895 pour en rouvrir un certain nombre, ce qui entraîna le dépôt de la loi du 7 avril 1897. — Quelle est l'économie générale de cette loi ?

Le but poursuivi était en réalité la suppression de la fabrication des vins de raisins secs. Mais une semblable mesure ne pouvait être ordonnée en termes exprès et sans ménagements : elle eût rendu nécessaire le paiement d'une indemnité aux fabricants ; d'autre part, elle aurait pu provoquer des représailles douanières de la Turquie et de la Grèce, élevant le droit d'entrée sur les

raisins secs, qui est déjà de vingt-cinq francs par cent kilogs. Le législateur s'est rallié à un moyen détourné ; il a exclu le vin de raisins secs du régime fiscal des vins. « Nous avons pensé, dit M. Turrel, que, pour supprimer la fraude, le moyen était d'augmenter les taxes, de telle sorte que les vins artificiels ne donnant plus de bénéfices, on n'ait plus intérêt à en fabriquer. »

C'est, comme le disait M. Rouanet, un aveu dépouillé d'artifice, qu'il est intéressant d'enregistrer en passant, et nous partageons sans réserve l'opinion de M. Chauvin, qui s'est exprimé en ces termes, dans la séance du 6 novembre 1896 : « La loi, qui nous est présentée, équivaut purement et simplement à la prohibition de la fabrication des vins de raisins secs. Si, par le projet de loi, on a l'intention de supprimer cette fabrication, qu'on ait, au moins, la loyauté de le dire. Si, au contraire, on n'a pas cette intention, il est inadmissible qu'on propose des droits aussi excessifs, qui équivalent à la prohibition du vin de raisins secs. »

En effet, la valeur de la marchandise étant de 22 francs les cent kilogrammes, il faut y ajouter 25 francs de droits de douane, 3 francs de droits de fabrication et pour trente litres d'alcool, à raison de 1 fr. 56, 46 fr. 80, ce qui donne un total de 74 fr. 80.

Dans de semblables conditions, on voit quelle différence de traitement est faite au vin artificiel et au vin de vendange, au point de vue du prix de revient. Il est permis de croire cependant que la fraude, loin de se laisser entraver par de telles mesures, y puisera un stimulant nouveau. La distinction établie par la loi, pour l'application de la taxe, entre les vins destinés à la

fabrication, c'est-à-dire à la vente, et ceux réservés à la consommation des particuliers, donnera lieu dans la pratique à de nombreuses tromperies que la surveillance la plus attentive sera bien souvent impuissante à déjouer : les propriétaires de vignes étant en effet des particuliers feront à plaisir du vin de raisins secs pour lequel ils paieront le droit de 6 francs, puis ils ajouteront ce vin au vin de vendange et augmenteront ainsi leur récolte. Il est en effet impossible de réglementer la consommation de la famille, et le viticulteur en profitera pour nous vendre, sous la dénomination de vin, un produit fabriqué avec du raisin sec, de l'eau et du jus de raisins, pendant que le fabricant devra payer 40 fr. 80 de droits, pour la même boisson.

Il nous a paru nécessaire d'entrer dans tous ces détails, dont nous ne dissimulons pas l'aridité et le caractère technique, pour donner plus de relief aux critiques que méritent, selon nous, les imperfections de la loi du 7 avril 1897, qui n'atteindra pas le but auquel elle est destinée : la suppression de la fabrication des vins de raisins secs, qui, aujourd'hui, se trouve réduite à un bien faible coefficient relativement au nombre total d'hectolitres consommés annuellement.

La fabrication et la mise en circulation en vue de la vente des vins de marc et de sucre sont également interdites. Il résulte de la discussion même de la loi, que la préparation de ces vins n'est permise que pour la consommation de la famille ou pour les besoins de l'exploitation agricole. D'autre part, la détention de ces vins, interdite chez le débitant, est permise chez le propriétaire, qui aura même le droit de les vendre pour

la consommation familiale. L'inégalité de cette loi saute aux yeux ; elle va jusqu'à l'incohérence dans les dispositions que nous venons d'analyser.

Pour les vins sucrés, c'est-à-dire pour ceux auxquels on ajoute du sucre sans eau, au moment de la vendange, rien n'est changé, et la préparation, la circulation en vue de la vente et la détention chez le commerçant en doivent être considérées comme permises. Telle est, du moins, l'interprétation la plus généralement admise et celle que nous adoptons.

En résumé, aux termes de la loi de 1897, la détention, par les marchands de vins, de vins de sucre, de marc, et de raisins secs sont interdites en vue de la vente, mais cependant permises au propriétaire pour la consommation de la famille et des employés. De même, la fabrication et la circulation de ces produits sont autorisées pour les propriétaires, mais seulement aussi pour la consommation de la famille, c'est-à-dire que la fraude se fera en grand et sera très difficile à constater.

Quoi qu'il en soit, les infractions, les déclarations d'enlèvement simulé, ou faites sous le nom d'un tiers, sous son consentement seront punies des peines portées et prévues dans l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872, c'est-à-dire de la confiscation des boissons saisies et d'une amende de 500 à 5,000 francs. Il convient de remarquer que le législateur n'a pas cru devoir édicter de peine d'emprisonnement ni de peine d'affichage ; mais on peut lui reprocher d'avoir adopté pour la fixation de l'amende un chiffre trop élevé, car, dans bien des cas, cette pénalité pourra entraîner la ruine

irrémissible du débitant poursuivi et condamné.

Cette dernière critique paraît d'autant plus fondée que souvent le débitant poursuivi aura été victime d'une erreur, d'une tromperie, dont il lui sera impossible de fournir la preuve, malgré son entière bonne foi; car ainsi que nous l'avons expliqué plus haut, on n'a pas encore découvert de moyen permettant de reconnaître dans des vins livrés la présence de certains vins artificiels! La science, elle-même, se déclare impuissante à déceler ces mélanges! Comment alors le débitant pourra-t-il les découvrir?

C'est, sans doute dans le but d'atténuer ce qu'il y a d'arbitraire dans les poursuites de cette nature, que le législateur a cru devoir admettre la modération du montant de la confiscation et l'abaissement de l'amende au-dessous du taux fixé, par application de l'article 463, sur les circonstances atténuantes.

Dans son ensemble, et pour les raisons que nous venons d'indiquer, cette loi nous paraît injuste, dangereuse et d'une application presque impossible, en fait. Les lois de 1889 et de 1891 donnaient d'ailleurs, malgré les imperfections que nous avons signalées, des garanties suffisantes aux intérêts de diverses parties en cause; aussi, nous n'hésitons pas à ajouter aux griefs, que nous venons de formuler contre la loi du 7 avril 1897, celui d'être une loi inutile, ne faisant qu'augmenter l'encombrement et la confusion dans cette matière de la répression des falsifications des vins.

Le mieux serait de faire table rase de toutes les lois et ordonnances, décrets et circulaires qui réglementent le commerce des vins et de les remplacer par une seule

loi, claire, équitable et logique. C'est la réforme qui s'impose. Puissent les déconvenues, que nous venons de signaler, rendre plus facile la découverte du principe qui servira de base et de fondement juridiques à cette loi nouvelle.

SECTION VI

Nature de l'infraction prévue et punie par les lois précitées.

— **Exercice du droit de poursuites. — Les Parquets ; la Régie.**

L'enchaînement logique des idées nous conduit naturellement à nous demander maintenant quelle est la nature de l'infraction aux lois dont nous venons d'examiner l'économie générale et quels sont les agents aux mains desquels est confié le soin de la répression. Il est inutile d'insister sur l'intérêt que présente la solution de cette double question. Il est multiple. Il apparaît notamment à propos du cumul des peines : selon que ces infractions seront réputées délit ou contraventions, les juges auront ou n'auront pas la faculté de prononcer le cumul des peines lorsqu'il y aura eu plusieurs infractions.

I. — Ni le texte de la loi, ni les travaux préparatoires ne font connaître clairement quelle a été l'intention du législateur en ce qui concerne la nature de l'infraction qu'il a voulu réprimer. Il convient, dès lors, de s'en référer aux principes, c'est-à-dire à l'article 1^{er} du Code pénal, applicable non seulement aux faits punissables, prévus par le Code, mais aussi à ceux qui sont réprimés

par des lois spéciales, aux termes duquel l'infraction que les lois punissent d'une peine correctionnelle est un délit; les pénalités déposées dans l'article 6 de la loi du 11 juillet 1891, sont des peines correctionnelles; il y a donc lieu, en l'absence de manifestation contraire de la pensée du législateur, de considérer les infractions auxquelles s'appliquent ces pénalités comme de véritables délits. Cette solution s'impose d'autant plus qu'il résulte de la nature même des faits réprimés par la loi du 14 août 1889, que cette loi, qui a pour but de prévenir la fraude dans la vente des vins, procède de l'article 423 du Code pénal et des lois des 27 mars 1851 et 5 mai 1855, qui répriment les fraudes commerciales, avec cette différence cependant que ces dernières dispositions législatives saisissent, comme nous en faisons l'observation dans un chapitre précédent, des faits accomplis, tandis que la loi nouvelle les prévient; l'élément intentionnel est une de ces conditions nécessaires des infractions de cette nature et on ne peut admettre que le juge n'ait pas, en ce qui concerne ces infractions, à se préoccuper de la bonne ou de la mauvaise foi des prévenus; en le décidant ainsi, le but poursuivi par le législateur sera plus sûrement atteint, puisque les complices pourront être également poursuivis et punis, ce qui ne permettra pas aux véritables bénéficiaires des fraudes de se dissimuler derrière un prête-nom.

Telle est l'opinion généralement admise aujourd'hui; elle est d'ailleurs confirmée par une jurisprudence nombreuse et qui paraît définitive. Nous n'hésitons pas à l'adopter; et, si au cours des explications données précédemment nous avons employé les expressions « con-

travention » pour désigner l'infraction et « contrevenants », en parlant des prévenus, c'est uniquement pour obéir à des nécessités de terminologie. Cette déclaration de principes nous a paru utile pour dissiper tout malentendu et même tout soupçon de contradiction dans notre exposé.

II. — D'après la législation nouvelle, la poursuite des infractions, dans l'étude desquelles nous sommes entrés, est confiée concurremment aux Parquets de première instance d'une part, et à l'Administration de la Régie, d'autre part, cette dernière étant représentée par ses agents et autres préposés.

Dans le but d'exposer avec plus de clarté les rôles respectifs de chacun de ces agents dans la répression, nous construirons l'hypothèse suivante.

Aux termes, tant de la loi du 28 avril 1816, article 10, que de la loi du 14 août 1889, l'expéditeur est tenu de faire au receveur-buraliste de sa localité une déclaration d'enlèvement par laquelle il fait connaître la nature exacte des boissons expédiées et notamment de spécifier s'il s'agit de vins de raisins frais, de vins de sucre, de vins de raisins secs, ou bien encore d'un mélange de ces différents vins.

Le receveur-buraliste est obligé de rappeler au déclarant la prescription de la loi. Si, après ces observations, l'expéditeur se borne à déclarer la boisson comme « vin », le receveur lui fera remarquer qu'en l'absence de toute indication complémentaire le mot « vin » sera considéré, suivant la loi, comme s'appliquant exclusivement au produit de la fermentation du jus des raisins frais, au vin de vendange.

Ces remarques faites, le receveur-buraliste transcrira la déclaration telle qu'elle lui aura été faite, en en laissant toute la responsabilité à l'expéditeur, qu'il a dûment prévenu des exigences de la loi.

Supposons maintenant, toujours dans le même ordre d'idées, que l'expéditeur ait fait une fausse déclaration. En cours de transport, des employés de la Régie découvrent le défaut d'identité quant à la nature du vin, entre la boisson transportée et celle indiquée au titre de mouvement. Ils ont à se livrer à une double opération; constater le fait par procès-verbal judiciaire, visant spécialement l'article 10 de la loi du 28 avril 1816, ainsi que la loi du 14 août 1889; prélever un triple échantillon.

Le défaut d'identité, que nous venons de supposer, présente un double caractère; il constitue à la fois une contravention fiscale et un délit puni d'une peine correctionnelle. Il donnera naissance, en conséquence, à deux actions, l'une fiscale tendant à établir la réparation du préjudice, qui a été causé au Trésor; l'autre, purement pénale. Le Tribunal compétent pour connaître de ce litige sera celui dans l'arrondissement duquel le délit a été commis, jugeant correctionnellement, et le Procureur de la République, près le même Tribunal sera saisi à la requête du directeur des Contributions indirectes du lieu où le délit a été constaté, qui transmettra à ce magistrat, avec un des échantillons, le procès-verbal dont il a été parlé plus haut.

Mais, pour que l'action fiscale s'exerce concurremment avec l'action publique, pour que les poursuites engagées produisent tout leur effet, il est indispensable que

l'Administration de la Régie se concerte avec le Procureur de la République. Il est de principe, en effet, que la répression d'un fait unique de fraude, passible, à la fois, de pénalités, de droit commun et de peines fiscales, doive être simultanément poursuivie par le Ministère public et par la partie civile. La juridiction qui prononce sur la poursuite du Procureur de la République, sans décider en même temps sur l'action civile épuise donc son pouvoir, et, par suite, elle violerait la maxime *non bis in idem* si elle se saisissait à nouveau, à raison de ce même fait, pour statuer sur les condamnations qui reviennent à l'Administration de la Régie.

En conséquence, la personne convaincue d'avoir, en expédiant, sous le nom de vin, et avec un titre de mouvement applicable à du vin, un produit autre que celui de la fermentation du raisin frais, et de s'être ainsi mis en état de contravention, à la fois, avec la loi du 14 août 1889 et avec celle du 28 avril 1816, ne peut après avoir été poursuivie et condamnée à raison de ce fait à une peine de droit commun à la requête du Parquet, par application de la première de ces deux lois, être poursuivie correctionnellement à nouveau, à raison de ce même fait, soit devant le même Tribunal, soit devant un autre à la requête de l'Administration de la Régie, pour s'ouïr condamner à des dommages-intérêts ou à une amende, par application de la seconde loi, que nous avons citée.

III. — Au surplus, voici les considérants d'un arrêt de la Cour suprême, en date du 9 mai 1892. Il a le mérite de renfermer un résumé substantiel, d'un grand

nombre de décisions antérieures, se référant à la question même qui nous occupe ici (1).

« Attendu, en droit, dit la Cour de cassation, que les Tribunaux de répression ne sont compétents pour statuer sur l'action civile qu'accessoirement à l'action publique, et que ce principe est applicable à la Régie des Contributions indirectes toutes les fois que la contravention fiscale qu'elle relève peut donner lieu à l'application d'une peine corporelle ; que la loi du 14 août 1889, en imposant à l'expéditeur, l'obligation de déclarer la véritable nature du vin expédié, et à la Régie celle de délivrer des titres appropriés à la déclaration, a virtuellement modifié l'article 10 de la loi du 28 avril 1816, en ce sens que, désormais, si la déclaration est reconnue fausse, l'expéditeur qui a provoqué la remise du titre inapplicable, commet une double contravention, l'une à la loi du 14 août 1889, l'autre à la loi du 28 avril 1816, articles 6 et 10 ; mais qu'il ne s'agit en réalité que d'un fait unique passible, tout à la fois de pénalités de droit commun et de peines fiscales ; que la répression n'en peut donc être poursuivie que *simultanément* et que la juridiction, qui a épuisé son pouvoir en statuant sur la poursuite du Ministère public, ne peut se saisir à nouveau du même fait, entre les mêmes parties, à la requête de la Régie, assimilée à une partie civile ;

« Que par l'effet de la loi du 14 août 1889, le Ministère public a le droit de requérir les peines portées par

(1) A. C. des 18 mars 1837 ; 17 février 1888 ; 19 novembre 1891, etc., etc.

cette loi et celles qui résultent de la législation fiscale et que le juge a le pouvoir de les appliquer *d'office* ; que la Régie profite des preuves administrées par le Ministère public ; qu'elle peut intervenir dans la poursuite du Ministère public, pour réclamer, dans son intérêt, l'application des peines fiscales, mais qu'elle le doit, dans les termes de l'article 3 du Code d'Instruction criminelle, et qu'elle ne peut ni saisir le même Tribunal, ni saisir un autre Tribunal, lorsque le juge a statué sur l'action publique ;

« Qu'à défaut de dispositions contraires dans la loi du 14 août 1889, l'article 3 du Code d'Instruction criminelle, qui édicte un principe d'ordre public dans le but d'éviter le scandale de décisions correctionnelles contradictoires sur le même fait, doit recevoir son application ; qu'il en doit être ainsi surtout lorsqu'il s'agit de rechercher la véritable nature du vin expédié, dans les deux poursuites ;

« Qu'il importe peu que la Régie puisse ou non saisir à son choix la juridiction civile, puisque, en lui imposant la juridiction correctionnelle, le législateur ne l'a pas autorisée à se soustraire à la règle imposée à toute partie civile devant les Tribunaux de répression. »

Cette doctrine constante de la Cour suprême subordonne donc l'exercice de l'action de la Régie, accessoirement liée à une action publique, à l'accomplissement d'un ensemble de formalités, sur la stricte observation desquelles l'Administration insiste particulièrement, mais dont, on nous l'accordera, nous n'avons rien à dire de plus ici.

Pour épuiser cette question de procédure, nous

n'ajouterons que quelques mots aux explications déjà présentées. Dans le cas où le Ministère public, après examen de l'affaire et pour des motifs qu'il n'est pas obligé de faire connaître, se refuserait à poursuivre l'infraction constatée, ou si, ce qui revient au même, le juge d'instruction saisi clôturait son information par une ordonnance de non-lieu, il conviendrait de revenir à la règle générale suivie par l'Administration, c'est-à-dire qu'il y aurait lieu (l'exercice de l'action fiscale ayant été autorisé) de porter le procès-verbal devant le Tribunal correctionnel du lieu de la saisie.

Après une aussi longue étape, que nous avons peut-être trop allongée par des digressions, il est temps d'arriver à notre conclusion.

C'est elle qui forme l'objet du chapitre suivant.

TROISIÈME PARTIE

Réformes et Législations étrangères

CHAPITRE CINQUIÈME

Résumé et Conclusions

SECTION I

Exposé d'éléments de réformes

Les tentatives d'intervention faites par le législateur dans le but de sauvegarder la bonne foi dans les transactions intervenant entre le vendeur et l'acheteur de vins, n'ont pas jusqu'à ce jour donné tous les résultats qu'on était en droit d'en attendre.

Telle est, du moins, l'impression qui, selon nous, se dégage en dernière analyse, de l'étude que nous avons entreprise ; et l'on peut résumer l'état actuel de la législation en disant que la formule générale d'une loi contre l'ensemble des fraudes commerciales n'a pas encore été construite.

Les lois en vigueur sur cette matière sont remarquables par l'absence d'unité, qui tient à beaucoup de causes et notamment à la diversité des intérêts en présence, que le législateur voudrait protéger.

D'une part, les vendeurs, c'est-à-dire le commerce et l'industrie, qui ne peuvent prospérer et, à plus forte raison, subsister sans une indépendance, qui est incompatible, l'expérience l'a démontré, avec les réglementations étroites, telles qu'on les subissait sous l'ancien régime.

D'autre part, les acheteurs, principalement ceux appartenant aux classes laborieuses de la population, ceux qui peuvent le moins se défendre de la tromperie et en souffrent le plus et qu'il importe, pour cette raison, de ne pas laisser exploiter et gruger par quelques spéculateurs, trop amis du gain et, partant, dépourvus de scrupules ; trafiquants, dont les agissements ne nuisent pas seulement aux consommateurs mais en outre, le fait est indiscuté, aux commerçants honnêtes, c'est-à-dire à l'immense majorité.

A l'aide de quelles balances magiques parviendra-t-on à maintenir l'équilibre entre ces intérêts également respectables, mais franchement opposés ? Telle est la question que le législateur s'est posée déjà plusieurs fois, sans avoir été assez heureux pour découvrir une solution satisfaisante pour tous, sans oublier notamment que la loi ne doit pas et ne peut pas dispenser l'acheteur de toute attention et de toute intelligence.

On s'accorde à reconnaître que la condition indispensable au succès d'une nouvelle législation consisterait dans l'exécution préalable de profondes réformes dans

l'économie générale du régime des boissons tel qu'il fonctionne aujourd'hui, au point de vue fiscal. Mais cet accord cesse, dès qu'il s'agit de déterminer exactement sur quels points spéciaux devront porter ces réformes.

Un parti important, dont on accuse, bien à tort, nous en sommes persuadés, les adeptes de se recruter principalement parmi ceux qui aiment à se sentir entourés d'une popularité facile, propose fastueusement comme remède souverain contre la falsification l'abolition de plusieurs impôts, qui grèvent actuellement les vins : suppression de l'impôt des contributions indirectes ; suppression des octrois des villes.

Mais une objection se présente aussitôt à l'esprit : par quelle recette correspondante remplacera-t-on les revenus considérables qui tombent annuellement du chef de ces impôts. soit dans le budget de l'État, soit dans les budgets des villes ?

Assurément, l'État pourra, sans même avoir besoin de recourir à ces expédients indignes de figurer dans une loi de budget, maintenir l'équilibre de ses finances, soit en augmentant certains impôts déjà existants, soit en combinant de nouvelles taxes ; c'est affaire de la Commission du budget et l'expérience a prouvé que, quelque grandes que soient les difficultés de la tâche qui lui est impartie, elle a jusqu'à présent toujours réussi à la mener à bonne fin, à raison même de la variété que présentent les recettes à recouvrer pendant chaque exercice financier.

Mais, c'est pour les villes que le problème devient plus délicat, et cela pour des raisons inverses de celles que nous venons d'indiquer en parlant de l'État. Par

quelles taxes nouvelles les municipalités remplaceront-elles les revenus des octrois ?

La ville de Lyon a eu le périlleux honneur d'être désignée pour servir de champ d'expérience à l'application de cette réforme. Parmi les nouvelles taxes proposées, celles qui paraissent les plus pratiquement réalisables et, en même temps, les plus fructueuses, sont les droits à percevoir sur les alcools et l'impôt dont seraient frappés les revenus provenant des loyers des immeubles urbains. Une conséquence inévitable de ce dernier impôt sera l'augmentation du montant des locations, les propriétaires ne voulant pas consentir à une réduction considérable des revenus annuels de leurs immeubles, déjà fortement entamés par les frais généraux de régie et d'entretien.

Que vaut cette réforme ? Quelle sera la portée de la loi actuellement en préparation sur le dégrèvement des boissons dites hygiéniques : atteindra-t-elle le but visé par le législateur ? Autant de questions auxquelles l'avenir permettra seul de répondre par l'expérience des faits. Il serait téméraire de la juger d'après les commentaires toujours entachés de partialité dans un sens favorable ou défavorable, qui ont précédé et accompagné sa discussion. Pour parler en connaissance de cause de ce nouveau régime des boissons, il faut au moins attendre que le législateur ait achevé cette œuvre, qui ne peut manquer de constituer un monument remarquable à tous égards, si la lenteur apportée à son élaboration doit être regardée comme une garantie de perfection.

Toutefois, il est permis de faire d'ores et déjà quelques

réserves sur l'efficacité de cette réforme. Il serait, en effet, puéril d'attribuer aux droits d'entrée et autres, la responsabilité de la fraude ou tromperie sur la qualité des vins. Depuis longtemps, on a observé que les vins et toutes les boissons falsifiées, en général, étaient consommées en grande quantité dans les banlieues des villes et dans les campagnes avoisinantes, où l'ouvrier a l'habitude d'aller les jours de repos prendre ses ébats avec sa famille et boire du vin à bon marché, c'est-à-dire, dans des localités dans lesquelles les taxes et droits sont minimales et le plus souvent même nuls.

Le bon marché n'est qu'une garantie illusoire ; pourquoi ? — Parce que l'eau est et restera toujours moins cher que le vin.

A un autre point de vue, la suppression des octrois et des autres impôts frappant les vins n'aurait-elle pas immédiatement pour effet d'enlever à la surveillance de la fraude le concours si efficace d'agents expérimentés, dont l'attention toujours en éveil constitue, il n'en faut pas douter, un puissant moyen préventif.

Les développements et progrès réalisés pendant ces dernières années par les idées d'association nous autorisent à escompter de meilleurs résultats d'une seconde réforme, qui consisterait dans la diminution, et même dans la mesure où la chose serait possible, dans la suppression des intermédiaires entre la production et la consommation par la création de Sociétés coopératives qui, par une propagande intelligente et désintéressée faisant connaître les statuts et signalant ainsi à l'attention du public les avantages offerts par elles aux adhérents, pourraient aisément rassembler un grand nombre

de membres participants, recrutés principalement parmi la population ouvrière des villes. On a remarqué, en effet, qu'à chaque station entre des mains nouvelles, la marchandise courait de nouveaux risques de détérioration artificielle, ou même pouvait recevoir du seul laps de temps certaines altérations naturelles.

Dans un ordre d'idées analogues, il y a lieu de protester contre la multiplicité des ventes du détail à crédit, véritables causes de cette espèce d'usure qui impose au consommateur trop dépendant une marchandise d'un mauvais aloi.

Ces réformes s'accompliront d'elles-mêmes par voie d'amélioration progressive et, par suite des facilités sans cesse croissantes des communications et des relations. Elles recevront un précieux stimulant, des exemples donnés par des entreprises loyales et hardies et aussi des exhortations et encouragements que le Gouvernement pourrait accorder sous formes de primes ou d'allocations en deniers aux Sociétés coopératives et de distinctions honorifiques à leurs organisateurs et promoteurs.

L'effet bienfaisant de ces réformes ne serait pas longtemps avant de se faire sentir à raison même de leur caractère pratique. Elles prouveraient une fois de plus que, puisque les nombreuses lois existantes n'ont pas donné les résultats espérés, mieux vaut s'abstenir de multiplier des règlements toujours esquivés par les falsificateurs et qui, en définitive, ne gênent que les commerçants honnêtes et laisser subsister seulement des dispositions générales conférant aux Parquets la plus grande liberté pour la surveillance du délit et sa répression.

Mais, nous ne nous le dissimulons pas, ce sont là des armes bien insuffisantes pour assurer sur la falsification une victoire définitive; et, jusqu'à nouvel ordre, nous estimons qu'il convient de laisser au premier rang, parmi les moyens de répression, une inspection active confiée à des employés dont on stimulera au besoin le zèle, en leur laissant la part la plus importante des amendes et même des confiscations qu'ils auront fait prononcer et en les armant surtout de pouvoirs suffisamment étendus pour assurer aux procès-verbaux par eux dressés, la sanction de sévères mais justes condamnations.

SECTION II

Aperçu de quelques législations étrangères

Si, ne trouvant pas dans les lois françaises et dans les projets de loi une solution véritablement satisfaisante à la question, dont l'examen fait l'objet de cette étude, nous jetons un regard sur l'état des législations étrangères les plus modernes et plus spécialement sur la législation allemande, nous devons reconnaître qu'elles ne sont pas plus avancées que celle en vigueur en France et n'apportent au problème de la répression des falsifications aucune clarté nouvelle (1).

(1) Italie, loi du 24 octobre 1887. Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 3 juillet 1891. — Espagne, décret royal du 12 mars 1892. — Cuba, décret royal du 7 août 1891 et ordre royal du 28 septembre 1891. — Autriche-Hongrie, circulaire ministérielle du 10 août 1892.

Une étude sur une question de droit quelconque serait incomplète aujourd'hui si elle ne présentait les solutions contenues dans la législation allemande, sinon dans leurs détails, du moins dans leurs grandes lignes. Désireux d'éviter sur ce point une lacune regrettable, nous résumons en quelques phrases l'état actuel de cette législation.

Au point de vue de la répression des falsifications des vins, le droit pénal allemand peut être divisé en deux périodes bien distinctes : la première caractérisée par la loi du 14 mai 1879, qui vise les tromperies sur les denrées ou substances alimentaires en général. L'économie de cette loi ne diffère de celle de nos lois des 27 mars 1851 et 5 mai 1855 que sur des particularités dénuées d'importance ou sur des questions de réglementation, tant il est vrai que, quelque grande que soit la variété des formes sous lesquelles peut se déguiser la fraude, elle procède toujours des mêmes causes pour aboutir aux mêmes résultats. L'examen de ces différences ne serait d'aucune utilité dans cette étude, parce qu'il n'apporterait aucun élément nouveau. Nous les passons donc sous silence.

La deuxième période, à laquelle nous faisons allusion, est marquée par la loi du 29 avril 1892, mise en vigueur à partir du 1^{er} octobre 1892 et complétée par un avis du Conseil fédéral de l'Empire, en date du 29 avril de la même année (1). Cette loi est spéciale aux vins.

(1) Voir au chapitre VI le texte rapporté *in extenso* de la loi allemande du 20 avril 1892, et l'avis du Conseil fédéral du 29 avril 1892.

L'impression qui se dégage de la lecture de son texte nous la représente comme un ensemble de dispositions assez complexes, de solutions de détail, et l'on est frappé par l'absence d'idées générales sur cette question de la répression des falsifications des vins, qui permettraient de jeter les bases d'une théorie d'une portée plus haute sur cette difficile matière. C'est ainsi que les articles 3 et 4 de la dite loi, établissant une distinction entre les diverses méthodes de fabrication, en prohibent certaines et n'en tolèrent d'autres que sous la réserve de la déclaration directe ou indirecte de la méthode de fabrication.

Toutefois, la loi du 20 avril 1892 n'a pas, à l'instar de la première loi Griffé, classé les vins en trois catégories déterminées, limitation qui est universellement critiquée, comme étant en contradiction flagrante avec la réalité des faits.

Quant aux pénalités, la loi allemande en distingue trois sortes : l'emprisonnement, l'amende, la confiscation. Elle fixe à six mois le maximum de la peine d'emprisonnement et à 1.500 francs celui de l'amende (article 7). Une distinction devra être faite par le juge au cas, où l'acte punissable aurait été le résultat d'une simple négligence ; la peine à infliger alors au contrevenant serait soit d'une amende de 150 marks, soit de l'emprisonnement. Cette dernière disposition mérite d'être approuvée sans réserve. Il est en effet parfaitement rationnel de faire rentrer dans le domaine souverain d'appréciation du juge, cette question si délicate de l'élément intentionnel. Mais, il ne faut pas se le dissimuler, cette tâche rencontrera dans bien des circons-

tances des difficultés ardues pour son application. Enfin, dans deux séries d'hypothèses, le Tribunal pourra prononcer la confiscation des liquides fabriqués, vendus ou offerts en vente en violation des prescriptions légales : d'abord, accessoirement à la peine de l'amende ou de l'emprisonnement, que les liquides appartiennent ou non à la personne condamnée ; en second lieu, lorsqu'il a été impossible de poursuivre ou de condamner une personne déterminée.

En résumé, cette loi présente de grandes analogies avec la législation française. Elle offre le même caractère supplétif que les lois Griffé et Brousse, qui étaient venues se greffer sur les lois de 1851 et de 1855. Comme celles-ci, sans apporter de ces solutions générales, à l'aide desquelles toutes les difficultés présentes et à venir pourraient être tranchées, elle complète utilement la loi de 1879.

SECTION III

Conclusions de cette étude sur la répression en matière de falsification des vins.

Si la législation allemande n'est pas plus avancée sur ce point que la nôtre ; si, d'autre part, les diverses législations européennes que nous avons mentionnées plus haut, s'abstenant de créer des œuvres originales, se sont contentées de s'assimiler les dispositions propres à nos lois Griffé et Brousse, il semble dès lors permis de généraliser les critiques que nous avons formulées

au cours de cette étude à la charge de la législation actuellement en vigueur en France, et de dire que, dans les pays d'Europe, le système de répression des falsifications, tant en matière de substances alimentaires qu'au point de vue des vins en particulier, manque partout d'unité. La plupart de ces mesures répressives ont passé successivement par les mêmes phases chez les nations voisines et en France. En conséquence, parvenu à la fin de ce travail, sans vouloir du reste nous exposer à encourir le reproche de nous répéter, nous croyons pouvoir nous permettre de rappeler brièvement quelles ont été les étapes suivies par le législateur français.

Les dispositions du Code de 1810 étaient manifestement insuffisantes ; on les a complétées par la loi du 27 mars 1851. Mais les falsifications des boissons avaient échappé aux prévisions de cette loi ; d'où la nécessité de combler cette lacune par la loi du 5 mai 1855.

L'expérience des faits démontra bientôt la faiblesse des mesures répressives édictées. Elles laissaient échapper bon nombre de fraudes et non des moindres, comme un filet dont les mailles seraient trop larges. Le législateur dut resserrer davantage le réseau. Alors furent votées, spécialement pour la défense de certains produits, la loi du 27 mars 1867 sur les engrais, celle du 14 mars 1887 contre la margarine, et la première loi Griffé du 14 août 1889 contre les raisins secs. Mais des imperfections furent signalées dans ces lois et on chercha à y remédier par une nouvelle série de dispositions.

Notre législation a été augmentée de la loi du

4 février 1888, sur les engrais, d'une deuxième loi Griffé du 11 juillet 1891 et d'une nouvelle loi sur les beurres et les laits.

Cet ensemble de textes superposés constitue la législation réprimant les falsifications en matière de substances alimentaires. Elle apparaît comme faite toute de pièces et de morceaux et on a pu fort spirituellement et avec justesse la comparer à ce légendaire manteau d'Arlequin, bizarre assemblage d'éléments disparates et d'une valeur inégale.

Mais ce système, en vigueur non seulement en France, mais, comme nous l'avons déjà dit, chez la plupart des nations voisines, a pour conséquence fatale et inévitable d'engendrer une confusion extrême, qui rendra nécessaire une nouvelle intervention du législateur. Il devra alors, reprenant son œuvre de fond en comble, proposer pour but immédiat à ses efforts l'unification de celle-ci. Au surplus, le jour n'est peut-être pas très éloigné où, cette tâche s'imposera. Il serait à souhaiter que cette refonte générale ne s'accomplisse pas seulement à l'intérieur de nos frontières, mais que, selon le vœu émis au Congrès international d'agriculture, tenu à la Haye en 1891, tous les peuples civilisés s'unissent pour arriver ensemble à la découverte d'un remède à ce mal qui est universel et d'autant plus redoutable que les progrès de la science sont chaque jour utilisés pour devenir des instruments de fraude.

Nous n'hésitons pas, pour notre part, à approuver sans réserve les résolutions adoptées au Congrès de la Haye, tendant à la conclusion d'une convention internationale destinée à assurer une meilleure exécution des

lois existantes et à faire, contre les falsifications des denrées et substances alimentaires. Cette convention, sans intervenir directement dans la législation des Etats signataires, pourrait avoir pour principal objet la dénonciation des délits de falsification commis sur le territoire de chacune des nations contractantes, et d'assurer l'application de leur législation spéciale à tous les auteurs et complices du fait incriminé.

Enfin, ne pourrait-on pas (cette question n'a d'ailleurs pas été examinée à la Conférence de la Haye), à raison de la nature spéciale de l'infraction, qui a fait l'objet de cette étude, apporter une exception à ce principe de la loi pénale, appelé principe de la territorialité, et d'après lequel une condamnation émanée d'un Tribunal étranger, est, et demeure sans effet au point de vue de la récidive? Cette dernière solution, nous nous bornons à l'indiquer, sans oser en entreprendre la discussion ni l'examen des difficultés très nombreuses et très complexes qu'elle soulèverait dans la pratique, ne voulant pas allonger davantage un travail dans lequel on nous accusera peut-être d'avoir abusé des digressions.

De tout ce qui précède, il paraît résulter, d'après nous, que la cause de la vérité et de la justice ne pourra tirer que de précieux avantages d'une refonte exécutée dans les conditions que nous avons indiquées en terminant. Ce moyen permettra seul d'éviter de retomber dans les défauts que nous avons cherché à signaler avec une impartialité dont on ne peut nous savoir mauvais gré. Nous nous estimerons largement récompensé de nos peines si nous avons pu arriver à en faire la démonstration.

Nous demanderons enfin, qu'on nous excuse des longueurs et des apparentes inutilités qui se trouvent dans notre travail. Quand on s'est engagé comme nous, dans l'étude d'une question aussi vaste et cependant aussi peu explorée, on cède malgré soi à des entraînements involontaires. Il faut savoir les excuser et les pardonner, car ils sont occasionnés par le désir qu'on a de promener de tous côtés la lumière.

Quant à ces inutilités, que nous qualifions de simplement apparentes, nous reconnaissons qu'elles n'avaient peut-être pas un rapport bien direct avec la question des falsifications du vin, sujet de notre étude, mais comme nous étions amenés à parler des falsifications en général, elles ne se trouvaient pas non plus déplacées dans le plan que nous avons adopté. Telle est du moins, la circonstance atténuante que nous plaiderons en leur faveur, si besoin était.

CHAPITRE SIXIÈME

Références

SECTION I

Lois (textes)

*Code de justice militaire des 9 juin et 4 août 1856 pour
l'armée de terre*

Art. 265. — Est puni de la réclusion tout militaire, tout administrateur ou comptable militaire qui falsifie ou fait falsifier des substances, matières, denrées ou liquides confiés à sa garde ou placés sous sa surveillance ou qui sciemment distribue lesdites substances, matières, denrées, ou liquides falsifiés.

La peine de la réclusion est également prononcée contre tout militaire, tout administrateur ou comptable militaire, qui, dans un but coupable, distribue ou fait distribuer des viandes provenant d'animaux atteints de maladies contagieuses, ou des matières, substances, denrées, ou liquides corrompus ou gâtés.

S'il existe des circonstances atténuantes, la peine de

la réclusion est réduite à celle de l'emprisonnement d'un an à cinq ans, avec destitution si le coupable est officier.

Loi du 27 mars 1851 tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises

Article premier. — Seront punis des peines portées par l'article 423 du Code pénal.

1° Ceux qui falsifieront des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues ;

2° Ceux qui vendront ou mettront en vente des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues ;

3° Ceux qui auront trompé ou tenté de tromper, sur la quantité des choses livrées, les personnes auxquelles ils vendent ou achètent, soit par l'usage de faux poids ou de fausses mesures, ou d'instruments inexacts servant au pesage ou mesurage, soit par des manœuvres ou procédés tendant à fausser l'opération du pesage ou mesurage, ou à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise, même avant cette opération ; soit enfin par des indications frauduleuses tendant à faire croire à un pesage ou mesurage antérieur et exact.

Art. 2. — Si, dans les cas prévus par l'article 423 du Code pénal ou par l'article 1^{er} de la présente loi, il s'agit d'une marchandise contenant des mixtions nuisibles à la santé, l'amende sera de 50 à 500 francs, à moins que

le quart des restitutions et dommages-intérêts n'excède cette dernière somme, l'emprisonnement sera de trois mois à deux ans.

Le présent article sera applicable même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou consommateur.

Art. 3. — Sont punis d'une amende 16 à 25 francs, et d'un emprisonnement de six à dix jours, ou de l'une de ces deux peines seulement, suivant les circonstances, ceux qui, sans motifs légitimes, auront dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, soit des poids ou mesures faux, ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage, soit des substances alimentaires ou médicamenteuses qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues.

Si la substance falsifiée est nuisible à la santé, l'amende pourra être portée à 50 francs, et l'emprisonnement à quinze jours.

Art. 4. — Lorsque le prévenu, convaincu de contravention à la présente loi ou à l'article 423 du Code pénal, aura dans les cinq années qui ont précédé le délit, été condamné pour infraction à la présente loi, ou à l'article 423, la peine pourra être élevée jusqu'au double du maximum; l'amende prononcée par l'article 423 et par les articles 1 et 2 de la présente loi pourra être portée jusqu'à 1.000 francs, si la moitié des restitutions et dommages-intérêts n'excède pas cette somme; le tout sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des articles 57 et 58 du Code pénal.

Art. 5. — Les objets dont la vente, usage ou possession constitue le délit, seront confisqués, conformément à l'article 423 et aux articles 477 et 481 du Code pénal.

S'ils sont propres à un usage alimentaire ou médical, le Tribunal pourra les mettre à la disposition de l'Administration pour être attribués aux établissements de bienfaisance.

S'ils sont impropres à cet usage ou nuisibles, les objets seront détruits ou répandus aux frais du condamné. Le Tribunal pourra ordonner que la destruction ou la diffusion aura lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné.

Art. 6. — Le Tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il désignera, et son insertion intégrale ou par extrait dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

Art. 7. — L'article 463 du Code pénal sera applicable aux délits prévus par la présente loi,

Art. 8. — Les deux tiers du produit des amendes sont attribués aux communes dans lesquelles les délits auront été constatés.

Art. 9. — Sont abrogés les articles 475, n° 14, et 479, n° 5, du Code pénal.

Loi du 5 mai 1855.

Article premier. — Les dispositions de la loi du 27 mars 1851 sont applicables aux boissons.

Art. 2. — L'article 318 et le n° 6 de l'article 475 du Code pénal sont et demeurent abrogés:

Loi du 15 août 1889 ou première loi Griffé, ayant pour objet d'indiquer au consommateur la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit.

Article premier. — Nul ne pourra expédier, vendre ou mettre en vente, sous la dénomination de vin, un produit autre que celui de la fermentation de raisins frais.

Art. 2. — Le produit de la fermentation des marcs de raisins frais avec addition de sucre et d'eau; le mélange de ce produit avec le vin, dans quelque proportion que ce soit, ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente que sous le nom de vin de sucre.

Art. 3. — Le produit de la fermentation des raisins secs avec de l'eau ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente, que sous la dénomination de vins de raisins secs; il en sera de même du mélange de ce produit, quelles qu'en soient les proportions avec du vin.

Art. 4. — Les fûts ou récipients contenant des vins de sucre ou des vins de raisins secs, devront porter en gros caractères : « Vin de sucre, vin de raisins secs. » Les livres, factures, lettres de voitures, connaissements, devront contenir les mêmes indications, suivant la nature du produit livré.

Art. 5. — Les titres de mouvement accompagnant les expéditions de vins, vins de sucre, vins de raisins secs, devront être de couleurs spéciales.

Un arrêté ministériel règlera les détails d'application de cette disposition.

Art. 6. — En cas de contravention aux articles ci-dessus, les délinquants seront punis d'une amende de 25 fr. à 100 fr. et d'un emprisonnement de dix jours à trois mois.

L'art. 463 du Code pénal sera applicable.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée.

Les Tribunaux pourront ordonner, suivant la gravité des cas, l'impression dans les journaux et l'affichage, aux lieux qu'ils indiqueront, des jugements de condamnation aux frais du condamné.

Art. 7. — Toute addition au vin, au vin de sucre, au vin de raisins secs, soit au moment de la fermentation, soit après, du produit de la fermentation ou de la distillation des figues, caroubes, fleurs de moura, clochettes, riz, orges et autres matières sucrées, constitue la falsification de denrées alimentaires, prévue par la loi du 27 mars 1851.

Les dispositions de cette loi sont applicables à ceux qui falsifient, détiennent, vendent ou mettent en vente la denrée alimentaire, sachant qu'elle est falsifiée.

La denrée alimentaire falsifiée sera confisquée par application de l'art. 5 de ladite loi.

Loi des 11-12 juillet 1891 ou deuxième loi Griffé ou loi Brousse, tendant à réprimer les fraudes dans la vente des vins.

Article premier. — L'art. 2 de la loi du 14 août 1889 est ainsi modifié :

« Le produit de la fermentation des marcs de raisins frais avec de l'eau, qu'il y ait ou non addition de sucre, le mélange de ce produit avec le vin, dans quelque proportion que ce soit, ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente que sous le nom de vin de marc ou vin de sucre. »

Art. 2. — Constitue la falsification de denrées alimentaires prévue et réprimée par la loi du 27 mars 1851, toute addition au vin, au vin de sucre ou de marc, au vin de raisins secs :

- 1° De matières colorantes quelconques ;
- 2° De produits tels que acides sulfurique, nitrique, chlorhydrique, salicylique, borique et autres analogues ;
- 3° De chlorure de sodium au-dessus de 1 gramme par litre.

Art. 3. — Il est défendu de mettre en vente, de vendre ou de livrer des vins plâtrés contenant plus de deux grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre.

Les délinquants seront punis d'une amende de 16 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines suivant les circonstances.

Ces dispositions ne seront applicables aux vins de liqueurs que deux ans après la promulgation de la présente loi.

Les fûts ou récipients contenant des vins plâtrés devront en porter l'indication en gros caractères. Les livres, factures, lettres de voitures, connaissements, devront contenir la même indication.

Art. 4. — Les vins, les vins de marc ou de sucre, les vins de raisins secs seront suivis chez les marchands en gros ou en détail et chez les entrepositaires, au moyen de comptes particuliers et distincts. Ils seront tenus séparément dans les magasins (1).

Art. 5. — Les registres de prise en charge et de décharge des acquits-à-caution et les bulletins 6 E formés pour les laissez-passer, énonçant des envois supérieurs à 200 kilogrammes de raisins secs, seront conservés pendant trois ans dans les bureaux des directions et sous-directions. Ils seront communiqués sur place à tout requérant, moyennant un droit de recherche de 50 centimes.

Les demandes de sucrage à taxe réduite faites en vue de la fabrication des vins de sucre définis par l'article 2 de la loi du 14 août 1889, sont conservés pendant trois ans à la direction ou à la sous-direction des contributions indirectes, ainsi que les portatifs et registres de décharge des acquits-à-caution après dénaturation des sucres. Elles sont communiquées à tout requérant

(1) La Chambre, le 25 novembre 1892, puis le Sénat, ont voté l'abrogation de cet article.

moyennant un droit de recherches de 50 centimes par articles.

Art. 6. — La présente loi et la loi du 14 août 1889 sont applicables à l'Algérie et aux colonies.

Loi du 7 avril 1897.

Article premier. — La fabrication industrielle, la circulation et la vente des vins de raisins secs ou autres vins artificiels, à l'exception des vins de liqueur et mousseux, sont exclus du régime fiscal des vins et soumis aux droits et régime de l'alcool pour leur richesse alcoolique, totale, acquise ou en puissance.

Art. 2. — Les raisins secs à boisson ne pourront circuler qu'en vertu d'acquits-à-caution, garantissant le paiement du droit général de consommation, à raison de 30 litres d'alcool pour 100 kilogrammes, s'ils sont à destination des fabricants, et le paiement des droits de consommation à raison de 6 francs par 100 kilog., s'ils sont à destination des particuliers, pour leur consommation de famille.

Art. 3. — La fabrication et la circulation, en vue de la vente des vins de marc et des vins de sucre, sont interdits.

Cette interdiction est applicable aux cidres et poirés, produits autrement que par la fermentation des pommes et des poires fraîches, avec ou sans suçage.

La détention, à un titre quelconque, de ces vins,

cidres et poirés, est interdite à tout négociant, entrepositaire ou débitant de liquides.

Les boissons de cidre, d'un degré inférieur à 3°, ne seront pas comprises dans cette interdiction.

La détention visée par le paragraphe 3 du présent article n'est pas interdite, lorsqu'elle n'a pas lieu en vue de la vente.

Art. 4. — Sont punis des peines portées à l'art. 1^{er} de la loi du 28 février 1873 :

1° Toute infraction aux dispositions des art. 1, 2, 3 de la présente loi;

2° Toute déclaration d'enlèvement de boissons, faite sous un nom supposé ou sous le nom d'un tiers, sans son consentement, ou toute déclaration ayant pour but de simuler un enlèvement de boissons, non effectivement réalisé.

Art. 5. — Les dispositions de l'art. 463 du Code pénal sont applicables aux infractions de la présente loi.

Art. 6. — La présente loi est applicable en Algérie et dans les colonies.

Elle n'entre en vigueur que six mois après sa promulgation au *Journal officiel* (15 août).

Paris, le 7 avril 1897.

LÉGISLATION ALLEMANDE

*Loi de 1892 votée à Berlin par le Reichstag, le 30 mars
et promulguée le 20 avril.*

Article premier. — Il est intedit de mélanger, soit pendant la préparation, soit après, au vin et aux liquides contenant du vin ou ressemblant au vin, destinés à servir de boisson à autrui, les substances suivantes ou les mélanges contenant une de ces substances, savoir les sels solubles d'alumine (alum, etc.), les sels de baryum, l'acide borique, la glycérine, les baies, le kermès, les composés de la magnésie, l'acide salicylique, l'esprit de vin impur (contenant de l'alcool amylique), les glucoses (non chimiquement purs), les sels de strontiane, les matières colorantes extraites du goudron de houille.

Art. 2. — Le vin, les liquides contenant du vin ou ressemblant au vin auxquels il a été ajouté, contrairement aux prescriptions de l'article 1^{er}, l'une des substances qui y sont désignées, ne peuvent être mis en vente ni vendus.

La même disposition est applicable aux vins rouges dont la contenance en acide sulfurique, par litre de liquide, dépasse la quantité qui se trouve dans 2 grammes

de sulfate neutre de potasse. Toutefois cette prescription n'est pas applicable aux vins rouges étrangers qui entrent dans le commerce comme vins de dessert (vins doux, vins du Midi).

Art. 3. — Ne sont pas considérés comme falsification ou imitation (fabrication) de vins dans le sens de l'art. 10 de la loi du 14 mai 1879 concernant la vente de denrées alimentaires :

1° Le traitement des vins en cave, tel qu'il est généralement admis, y compris les moyens employés pour assurer la conservation du vin, même lorsque, à cette occasion, il entre dans le vin de l'alcool ou de légères quantités de clarifiants, qui agissent d'une façon mécanique (blanc d'œuf, gélatine, colle de poisson), de sel de cuisine, de tannin, d'acide carbonique, d'acide sulfurique ou sulfureux. Toutefois, la quantité d'alcool ajoutée ne peut pas, en ce qui concerne les vins entrant dans le commerce comme vins allemands, dépasser une partie en volume sur 100 parties en volume de vin ;

2° Le mélange (coupage) de vin avec du vin ;

3° La désacidification d'un vin au moyen de carbonate de chaux précipité et pur (plâtre) ;

4° L'addition de sucre pur (sucre de canne, de betteraves et sucre interverti, de sucre d'amidon pur, même en solution aqueuse) ; toutefois l'addition d'eau sucrée ne doit pas faire baisser la contenance en matières extractives et en substances minérales au point qu'elle soit inférieure à celle des vins non sucrés du vignoble auquel le vin correspond d'après sa dénomination.

Art. 4. — Est, au contraire, considérée spécialement comme falsification aux termes de l'article 10 de la loi du 14 mai 1879, la fabrication du vin au moyen :

1° D'eau sucrée versée sur des raisins complètement ou partiellement pressurés ;

2° D'eau sucrée versée sur de la lie de vin ;

3° De raisins secs de Corinthe ou d'autres substances sucrantes autres que celles désignées à l'article 3, n° 4 ci-dessus, mais sans préjudice de la disposition du troisième paragraphe du même article ;

4° D'acides, de corps renfermant des acides ou des essences donnant le bouquet ;

5° De gomme et d'autres corps augmentant la contenance en matière extractive, mais sans préjudice des dispositions de l'article 3, nos 1 et 4.

Les boissons fabriquées par l'un des procédés ci-dessus indiqués et les mélanges de ces liquides avec du vin ne peuvent être mis en vente ou vendus que sous une dénomination les distinguant du vin (vin de marcs, vin de lie, vin de raisins secs, vin artificiel, etc.).

Toutefois la simple addition des raisins secs au moût et au vin n'est pas considérée comme falsification s'il s'agit de la préparation de vins qui sont livrés au commerce comme vins de dessert (vins du Midi, vins étrangers, vins doux).

Art. 5. — Les dispositions des art. 3 et 4 ne sont pas applicables aux vins mousseux.

Art. 6. — L'emploi de saccharine et d'autres substances sucrantes analogues dans la fabrication du vin mousseux ou du cidre, y compris le vin de baies est

considéré comme falsification dans le sens de l'art. 10 de la loi du 14 mai 1879.

Art. 7. — Est puni de six mois de prison et d'une amende 1.500 marks au maximum ou de l'une de ces peines :

1° Quiconque contrevient sciemment aux dispositions des articles 1^{er} ou 2 ;

2° Quiconque met en vente ou vend du vin qui a reçu une addition de l'espèce désignée à l'art. 3, n° 4, en se servant d'une dénomination de nature à donner à entendre qu'une telle addition n'a pas eu lieu.

Art. 8. — Si l'acte punissable désigné à l'art. 7, n° 1, a été commis par simple négligence, la peine est soit de 150 marks d'amende, soit de l'emprisonnement.

Art. 9. — Dans les cas de contravention à l'art. 7, n° 1, et à l'article 8, la confiscation des liquides fabriqués, vendus ou offerts en vente contrairement aux prescriptions, pourra être prononcée, que ces liquides appartiennent ou non à la personne condamnée. S'il est impossible de poursuivre ou de condamner une personne déterminée, la confiscation pourra être également prononcée.

Art. 10. — Les dispositions de la loi du 14 mai 1879 restent en vigueur en tant que les articles 3 à 6 de la présente loi ne renferment pas de prescriptions contraires. Les dispositions contenues dans les art. 16 et 17 de la loi du 14 mai 1879 seront également applicables aux contraventions contre les dispositions de la présente loi.

Art. 11. — Le Conseil fédéral est autorisé à fixer les limites à observer :

a) Pour les quantités de matières désignées à l'art. 3, n° 1, qui peuvent être mélangées au vin pendant le traitement en cave, pour autant que la loi ne fixe pas ces quantités elle-même ;

b) Pour la diminution de contenance en matières extractives et en substances minérales dans le cas de l'article 3, n° 4.

Art. 12. — Le chancelier de l'Empire est autorisé à arrêter les principes d'après lesquels doivent se faire les analyses en exécution de cette loi ainsi que de celle du 14 mai 1879, en ce qui concerne le vin et les liquides renfermant du vin ou semblables au vin.

Art. 13. — Les dispositions de l'article 2 n'entreront en vigueur que le 1^{er} octobre 1892.

Avis du Conseil fédéral allemand du 29 avril 1892.

« En vertu de l'article 11 de la loi du 20 avril 1892 sur le commerce de vin et de liquide contenant du vin ou ressemblant au vin, le Conseil fédéral a décidé de fixer comme suit les limites pour la diminution de contenance en matières extractives et en substances minérales (art. 3, n° 4, de la loi :

Pour le vin qui, d'après sa dénomination, provient d'un district vinicole de l'Allemagne, l'addition d'une solution aqueuse de sucre ne doit pas faire baisser jusqu'au dessous : a) de 1 gr. 5 la contenance totale

en matières extractives ; au-dessous de 1 gr. 1 la contenance en matières extractives restant après dégagement des acides volatils et au-dessous de 1 gr. la contenance extractive restant après dégagement des acides libres ; *b*) au-dessous de 0 gr. 14 la contenance en substances minérales, dans une quantité de vin de 100 centimètres cubes. »

Note. — Ainsi qu'on a pu en faire la remarque, nous n'avons donné dans ce chapitre que les textes des lois commentées dans cette thèse. Ce sont d'ailleurs les plus importantes ; elles régissent actuellement cette matière.

SECTION II

Documents

Circulaire n° 569, de la Direction générale des Contributions indirectes, pour l'application de la loi du 14 août 1889 (octobre 1889).

Circulaire n° 572, du 18 novembre 1889 de la Direction générale des Contributions indirectes, pour l'application de la loi du 14 août 1889 et de l'arrêté ministériel du 19 août.

Circulaire n° 12, du 18 juillet 1891, de la Direction générale des Contributions indirectes, sur les fraudes commerciales dans la vente des vins (loi du 11 juillet 1891).

Lettre commune (1), n° 38, du 15 juin 1892, de la Direction générale des Contributions indirectes.

Circulaire du 16 janvier 1892, de M. le Ministre de la Justice, sur les vins salés.

Lettre commune n° 46, du 3 août 1892, de la Direction générale des Contributions indirectes. Vins survinés.

Loi du 14 mars 1887, concernant la répression des fraudes commises dans la vente des beurres (2).

Décret du 8 mai 1888, portant règlement d'administration publique déterminant le mode et les conditions de la vérification des beurres, à laquelle il devra être procédé par les agents des Douanes et des Contributions indirectes (3).

Circulaire de la Direction générale des Contributions indirectes, n° 521, du 12 juillet 1888, pour l'application de la loi du 14 mars 1887, sur la répression des falsifications dans le commerce des beurres.

Circulaire du Ministre de la Justice, du 14 octobre 1876 (dans Dalloz périodique, 79, 5, 441).

Circulaire du 1^{er} septembre 1879 (dans Dalloz périodique, 79, 5, 442).

(1) Les circulaires de l'Administration renferment des instructions générales, qui intéressent tout le personnel. Les lettres communes, au contraire, ne s'adressent le plus souvent qu'aux directeurs ; elles contiennent surtout des recommandations à ces chefs de service ou des rappels de précédentes instructions.

(2) Insérée au *Journal officiel* du 15 mai 1887.

(3) Insérée au *Journal officiel* du 6 mai 1888.

SECTION III

Index bibliographique

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français. Marchal et Billard, éditeurs à Paris.
- BASSET. — Guide des fabricants d'alcools.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Traité théorique et pratique de droit civil ; des obligations, tome I^{er}.
- BÉDARRIDE. — Traité du dol et de la fraude, en matière civile et commerciale, tomes I, II, III. Chevalier-Marescq et C^{ie}, éditeurs à Paris,
- BELLENGER. — Manuel de l'Inspecteur des denrées alimentaires.
- BLANCHE Antoine. — Etude pratique sur le Code pénal, tome VI. Marchal et Billard, imprimeurs éditeurs à Paris, 1871.
- BRIAND et CHAUDÉ. — Manuel complet de Médecine légale, 9^e édition. Baillière, éditeur à Paris, 1880.
- BURKER. — Traité des falsifications des substances alimentaires. Paris, 1892.
- E. CAILLEMER. — Dissertation sur la question du plâtrage des vins, publiée *in extenso* dans le *Bulletin de la Société de statistique de l'Isère*, année 1870 et dans *Sirey* 1870, 2, 321, sous un arrêt de Paris 18 mars 1870.
- CHARDON. — Traité du dol, tome I, *passim*.
- CHAUVEAU. — Théorie du Code pénal, tomes V et VI.

CHEVALIER et MACAIRE. — Altérations des substances alimentaires, etc.

COCKS et FÉRET. — Bordeaux et ses vins.

COHENDY, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lyon. — Code de commerce et lois commerciales avec notions de législation comparée.

DALLOZ. — Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.

DELAMARE. — Traité de police, page 584 et suivantes.

DEMOLOMBE. — Traité des contrats ou des obligations conventionnelles en général. Marchal et Marescq, éditeurs à Paris.

DESCLOZEAUX, avocat à Paris. — Code des falsifications agricoles, industrielles et commerciales. Chevalier-Marescq et C^{ie}, Paris, 1893.

DROZ. — Économie politique, pages 155 et suivantes.

DUBRUNFAUT. — Sucrage des vendanges. Paris 1874.

• EMILE VIARD. — Traité général des vins.

FAUSTIN Hélie. — Théorie du Code pénal, tome V.

FERRAND et G. CHANSON, avocats à Paris. — Le livre du débitant ou études sur les boissons. Chevalier-Marescq, Paris, 1899.

GARNIER. — Répertoire général de l'enregistrement, 7^e édition.

GARRAUD. — Traité de droit criminel, *passim*. Larose et Forcel, Paris, 1898.

GAUTIER Armand. — La sophistication des vins. Paris 1884, Baillière éditeur.

GIRARD TH., chef du Laboratoire municipal de Paris. — Documents sur les falsifications.

HUET-DESAUNAY. — Le Laboratoire municipal et les falsifications.

Journal des Contributions indirectes du 20 septembre 1891.

Journal de l'Agriculture, année 1866, tome II, page 890 (note de M. Truelle.)

JOUSSE. — Traité de la Justice criminelle, tome I, page 585 et suivantes.

LABORI, avocat à Paris. — Répertoire encyclopédique du droit français, tome VIII, v^o impôts indirects.

LABOULAYE. — Dictionnaire des Arts et Manufactures.

LE SOURD (Paul). — Traité pratique des vins, cidres, etc., 3^e édition, Masson éditeur à Paris.

MANGIN. — De l'action publique.

MERLIN. — Répertoire de jurisprudence, v^o dol et Escroquerie.

Moniteur vinicole de 1889. — Etude sur l'unification des méthodes d'analyse.

MUYARD de VOUGLANS. — Recueil des Lois criminelles,

ORTOLAN. — Revue critique de législation et de jurisprudence, tome IV, pages 323 et suivantes.

Paris, 1780, livre 3, titre 8, chapitre 9.

PASTEUR. — Étude sur les vinaigres. Paris 1867.

PORTES et RUYSSSEN. — Traité de la Vigne.

PRIVAT-DESCHANEL et FOCILLON. — Dictionnaire général des sciences théoriques et appliquées.

Revue des Deux-Mondes. — Tome LXXXI, page 142 et suivantes.

RICHE, professeur à l'école supérieure de pharmacie de Paris. — Leçons de chimie.

Revue des lois nouvelles. — N° des 15 août et 1^{er} septembre 1897, v° les falsifications.

ROLLAND de VILLARGUES. — *Verbo Dol*, n° 27.

ROUGIER, avocat, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lyon. — Les associations ouvrières. — La liberté commerciale; les douanes et les traités de commerce. Guillaumé et C^{ie}, éditeurs à Paris.

VILLEY. — De l'intention en matière de pénalité (*La France Judiciaire*, 1876, tome I, *passim*).

SECTION IV

Jurisprudence

§ 1^{er}. Arrêts. — § 2. Décisions diverses.

Cassation	12 juillet 1855	dans Dalloz périodique	1855, 1, 363.
—	26 février 1857	— — —	1857, — 410.
—	21 mars 1857	— — —	1858, — 475.
—	4 mai 1858	— — —	1858, — 232.
—	5 février 1859	— — —	1859, — 189.
—	13 déc. 1861	— Sirey —	1862, — 329.
—	22 juillet 1869	— Dalloz —	1870, — 45.
—	12 février 1876	— — —	1878, — 186.
—	30 nov. 1877	— — —	1878, — 94.
—	18 nov. 1880	— — —	1883, — 139.
—	5 nov. 1885	— — —	1887, — 48.
—	20 mars 1885	— — —	1886, — 139.
—	4 août 1888	— — —	1889, — 128.
—	16 nov. 1893	— — —	1896, — 508.
—	23 nov. 1894	— — —	1896, — 374.
—	5 janvier 1895	— — —	1896, — 375.
—	18 juin 1896	— — —	1897, — 56.
—	18 juin 1897	— — —	1897, — 600.
Nîmes	21 nov. 1861	dans Sirey	1862, 2, 8.
Riom	21 août 1867	— — —	1867, — 346.
Lyon	11 juillet 1877	— Dalloz	1878, — 192.
Dijon	13 mars 1878	— — —	1878, — 227.
Bourges	15 mai 1884	— — —	1885, — 110.

Orléans	25 juin	1884	dans Dalloz	1886, 2, 71.
Toulouse	5 janvier	1887	— —	1887, 5, 482.
Montpellier	30 oct.	1890	— —	1890, 2, 45.
Montpellier	19 nov.	1891	— —	1892, — 167.
Alger	7 déc.	1891	— —	1892, — 44.
Paris	6 nov.	1896	— —	1897, — 23.
Dijon	30 nov.	1896	— —	1897, — 315.
Paris	11 février	1897	— —	1897, — 423.
Vire	2 avril	1897	— —	1897, — 493.
Douai	2 nov.	1898	— — (et note)	1899, — 457.
Rochefort	30 déc.	1898	— — (Trib. corr.)	1899, — 461.
Caen	25 janvier	1899	— — (et note)	1899, — 462.

VU ET APPROUVÉ :

Lyon, le 30 avril 1900.

Le Président de la Thèse,

R. GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 1^{er} mai 1900.

Le Doyen de la Faculté,

E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 4 mai 1900.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université,

GABRIEL COMPAYRÉ.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE.....	7
CHAPITRE PREMIER. — Distinction du dol et de la fraude au point de vue de leurs effets respectifs dans les conventions.....	17
Section I : Du dol.....	20
Section II : De la fraude.....	28
CHAPITRE DEUXIÈME. — De la falsification proprement dite.....	32
Section I : Caractères essentiels du délit de falsification ; défini- tion.....	32
Section II : Théorie des infractions continues ; la falsification en constitue une.....	46
Section III : Evolution historique de la répression.....	51
CHAPITRE TROISIÈME. — Les lois de 1851 et 1855.....	63
Section I : Economie générale de ces lois.....	63
Section II : Des causes d'aggravation et d'atténuation des peines.....	68
Section III : Absence de dispositions préventives et autres cri- tiques.....	71
CHAPITRE QUATRIÈME. — Les lois Griffé et la loi du 7 avril 1897... ..	76
Section I : Economie des lois de 1889 et 1891. — Critique....	77
Section II : Le plâtrage des vins est-il une falsification ?.....	87
Section III : Théorie de l' <i>exceptio non adimpleti contractus</i> ; son application en matière de plâtrage.....	90
Section IV : Le vin de lie.....	95
Section V : La loi du 7 avril 1897.....	97
Section VI : Nature de l'infraction prévue et punie par les lois précitées. — Droit aux poursuites. — Les Parquets ; la Régie.....	103
CHAPITRE CINQUIÈME. — Résumé et conclusions.....	111
Section I : Exposé de quelques réformes.....	111
Section II : Aperçu des législations étrangères les plus modernes.....	117
Section III : Conclusions de cette étude sur la répression en matière de falsification des vins.....	120
CHAPITRE SIXIÈME ET DERNIER. — Références.....	125
Section I : Lois (textes).....	125
Section II : Documents divers.....	140
Section III : Index bibliographique.....	142
Section IV : Jurisprudence.....	146

